



**NATIONS UNIES**  
**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

---

Distr.: GENERALE  
CEA-AN/CIE/XXVII/8  
Mars 2012  
Original: FRANÇAIS

**Bureau pour l'Afrique du Nord**

XXVIIème réunion du Comité Intergouvernemental  
d'Experts (CIE)

Rabat (Maroc)  
6 – 9 mars 2012

## **RAPPORT DE LA XXVIIème REUNION DU COMITE INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS**



## I. ORGANISATION ET PARTICIPATION

1. La vingt septième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) du Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-AN) s'est tenue à Rabat (Maroc) du 6 au 9 mars 2012. La cérémonie d'ouverture a été présidée par M. Abdelhak Allalat, Président du bureau sortant, et a été rehaussée par la présence de Son Excellence M. Nizar Baraka, Ministre de l'Economie et des Finances du Royaume du Maroc, M. Habib Ben Yahia, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et de M. Bruno Pouezat, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Maroc.

2. Les représentants des sept Etats membres (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie) ont participé à la réunion.

3. Etaient représentées à cette réunion, les institutions suivantes :

- Système des Nations Unies :
  - ESCWA ;
  - FAO/ Bureau Régional, Egypte ;
  - PNUD/ Bureau Régional, Egypte ;
  - PNUD/ MAROC ;
  - PNUD/ Mauritanie ;
  - ONUDI/ Autriche ;
  - ONUDI/ Maroc ;
  - ONU Femmes ;
  - UNICEF/ Maroc ;
- Communautés Economiques Régionales :
  - Union du Maghreb Arabe (UMA).
- Organisations internationales et régionales :
  - AFED ;
  - BAD ;
  - BID ;
  - CIDC ;
  - CAFRAD ;
  - FIDA ;
  - ISESCO ;
  - OADA ;
  - OADIM ;
  - OSS.
- Agences de coopération :
  - Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) ;
  - Agence de Coopération Belge-Région Wallonne et Bruxelles Capitale ;
  - Agence Américaine pour le Développement International (USAID).

- Corps diplomatique :
    - Ambassade d'Algérie
    - Ambassade du Brésil
    - Ambassade d'Egypte
    - Ambassade de la République de Côte d'Ivoire
    - Ambassade de la République Centrafricaine
    - Ambassade de Danemark
    - Ambassade de Mauritanie
    - Ambassade du Soudan
    - Ambassade de Tunisie
  - Des représentants d'institutions publiques, des universités et du secteur privé :
    - Institut scientifique Terjaoui international de la bonne gouvernance et de la planification stratégique du développement humain durable (ISTIGOP) ;
    - Université Mohammed V- Agdal ;
    - Université Mohammed V- Souissi ;
    - Institut National de Statistique et d'Economie Appliquée ;
    - Institut Royal des Etudes Stratégiques ;
    - Institut des Etudes Africaines, Maroc ;
    - Ecole de Gouvernance et d'Economie ;
    - Fondation CIDOB, Espagne ;
    - Académie Hassan II ;
    - Pw Advisory, Maroc ;
    - BMCE BANK ;
    - ADERE-GIZ ;
    - Conseil Economique et Social, Maroc ;
    - Conseil Ingénierie et Développement.
    - Ecole Nationale du Commerce et de Gestion de Tanger , Maroc
    - Institut Euro Maghrébin d'Etudes et de Prospectives
  - Des Organisations de la Société Civile:
    - ADFM ;
    - AFED, Liban ;
    - Association de l'Economie Verte ;
    - Libyan Democratic Parti.
  - Des représentants d'associations ou structures de jeunes des sept Etats membres.
4. La liste des participants figure en annexe de ce rapport.

## II. OUVERTURE DE LA REUNION *(Point 1 de l'ordre du jour)*

5. Dans son allocution d'ouverture, M. Allalat, Président du bureau sortant du CIE, a tout d'abord remercié les pays membres pour la confiance exprimée à l'endroit de son pays, le Maroc, puis remercié et félicité la Directrice et toute l'équipe du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, pour le choix du thème de cette année.

6. Il a ensuite rappelé les mutations en cours à l'échelle internationale et au niveau de la sous-région, pour s'interroger sur les politiques et stratégies que les Etats doivent mettre en œuvre, afin de relever durablement les défis de développement auxquels ils font face. Ces stratégies devraient être axées non seulement sur le développement de nouvelles activités économiques plus compétitives et créatrices d'emplois, mais aussi et surtout plus propres dans leur processus de production et de consommation. Le Président du CIE a poursuivi son intervention en insistant sur la nécessité de faire de l'intégration régionale un levier de croissance dans la région, et de mobiliser toutes les ressources nécessaires à cet effet. Pour terminer, il a souhaité la bienvenue aux participants, plein succès aux travaux, et a déclaré ouverte la vingt-septième session du CIE.

7. Intervenant à son tour, la Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, Mme Karima Bounemra Ben Soltane, a d'abord souhaité la bienvenue à tous les participants. Elle a indiqué que l'analyse des conditions économiques et sociales a montré que la lente reprise entamée par l'économie mondiale en 2010 s'est retrouvée largement contrainte par les difficultés majeures en 2011.

8. Elle a rappelé les effets des changements politiques intervenus en 2011 en Afrique du Nord et leurs conséquences sur les activités économiques et les autres défis de développement durable de la sous-région. La Directrice a ensuite exprimé la disponibilité de la CEA à poursuivre son assistance à l'UMA dans le cadre du programme pluriannuel de coopération, et dans la perspective d'un approfondissement et d'une accélération du processus d'intégration régionale.

9. Elle a invité les experts à un débat approfondi sur le thème général du CIE 2012 : « Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance : le rôle de l'Afrique du Nord », thème en relation avec celui de la Conférence des Ministres en charge des finances, de la planification et du développement économique de la CEA, qui aura lieu du 22 au 27 mars 2012 à Addis-Abéba.

10. Le Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), M. Habib Ben Yahia, a pour sa part remercié la Directrice et le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, et a souligné que la relance de l'UMA en perspective permettra de renforcer l'intégration régionale et la coopération économique entre les pays du Maghreb. Il a salué à cet effet les résultats encourageants de la réunion du Comité des ministres de l'UMA, tenue le 18 février dernier à Rabat (Maroc), et qui a permis de donner une nouvelle impulsion à l'Union maghrébine. Il a ainsi mis l'accent sur les domaines prioritaires de coopération identifiés, notamment le lancement de la zone de libre échange, l'appui aux PME-PMI et la promotion des secteurs à fort potentiel de croissance comme les énergies renouvelables.

11. M. Ben Yahia a également réitéré l'engagement de l'UMA à promouvoir l'intensification des échanges entre les pays membres, à accélérer le processus d'intégration en vue de réduire le chômage, en particulier celui des jeunes et des femmes, et à relever les défis majeurs, notamment ceux relatifs à la sécurité alimentaire, la lutte contre la désertification et l'adaptation au changement climatique.

12. Dans le discours d'ouverture qu'il a prononcé, le Ministre de l'Economie et des Finances du Royaume du Maroc, M. Nizar Baraka a mis l'accent sur les potentialités dont dispose le continent africain en termes de croissance et de résilience face aux crises extérieures. Il a rappelé que l'Afrique recevait moins de 5% des investissements directs étrangers au niveau mondial, et a incité les pays africains à saisir toutes les opportunités pour rattraper ce retard, et se positionner en tant que pôle de croissance. Il a invité les pays d'Afrique du Nord à renforcer l'intégration régionale, et à entreprendre les mesures nécessaires pour assurer une meilleure attractivité des investissements étrangers.

13. Il a enfin indiqué que l'Afrique du Nord, de par sa position stratégique et ses potentialités socio-économiques, peut jouer un rôle important dans le développement du Continent, en mettant son expertise au service des autres sous-régions africaines dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

### **III. ELECTION DU BUREAU** *(Point 2 de l'ordre du jour)*

14. Suite à une concertation entre les chefs des délégations, le Comité a élu le bureau suivant:

Président	:	Tunisie
Vice-président	:	Algérie
Rapporteur	:	Egypte

### **IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROGRAMME DES TRAVAUX**

*(Point 3 de l'ordre du jour)*

15. Dans un propos liminaire, la Présidente du bureau 2012 du CIE a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants. Elle a félicité le bureau sortant du CIE et le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, pour les efforts importants qui ont été déployés au cours de la période écoulée.

16. En outre, elle s'est engagée, au nom de ses collègues, à prendre les dispositions appropriées, pour l'exécution dans de bonnes conditions des recommandations issues de la rencontre.

17. A la suite de cette intervention, le Comité a adopté l'ordre du jour (CEA-AN/CIE/XXVII/1) et le programme des travaux (CEA-AN/CIE/XXVII/1/Add.2).

### **V. RAPPORT SUR LES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE DU NORD, 2010-2011** *(Point 4 de l'ordre du jour)*

18. Le Secrétariat a exposé les principales conclusions du document intitulé «Les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord en 2011» (CEA-AN/CIE/XXVII/2). Il a présenté les évolutions récentes des agrégats macroéconomiques et les perspectives de la sous-région et de ses pays pour l'année 2012. Il a analysé les principales mesures de politique économique adoptées en 2011, et examiné l'articulation des politiques de court terme visant à continuer les efforts de relance entrepris à la suite de la crise financière et économique mondiale, avec des politiques structurelles nécessaires à la transformation profonde des économies nord-africaines. Il a ensuite présenté un état des lieux de la sécurité alimentaire en 2011 en Afrique du Nord, conformément aux recommandations de la vingt-sixième réunion d'experts.

19. Le Secrétariat a saisi l'occasion pour remercier ceux des Etats membres pour leur réponse au questionnaire qui leur a été soumis par le Bureau afin de préparer le rapport. La présentation a été structurée autour des points suivants du rapport:

- La conjoncture internationale et régionale ;
- Les performances économiques en Afrique du Nord ;
- Les principales mesures de politique économique et les effets des récentes crises et des changements politiques;
- Le développement social et l'emploi ;
- La sécurité alimentaire.

20. Au niveau mondial, l'année 2011 a été marquée par un ralentissement de la croissance, la crise de la dette en Europe, la persistance d'un chômage élevé associé à une stagnation de la demande et au retour de l'inflation dans les économies émergentes. Les prix des produits alimentaires et du pétrole

sont également repartis à la hausse, augmentant ainsi la pression sur les balances commerciales des pays importateurs de pétrole et importateurs nets de produits alimentaires de première nécessité. En Afrique, la même tendance au ralentissement de l'économie a été observée avec toutefois quelques exceptions pour l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, qui ont ainsi contribué significativement à contrebalancer les effets induits par la baisse importante de la croissance en Afrique du Nord.

21. En Afrique du Nord, la croissance a été très faible sous l'effet conjugué des troubles sociopolitiques en Tunisie, en Egypte, en Libye et l'émergence du Sud Soudan comme Etat indépendant. Dans le sillage de la croissance, la formation brute de capital fixe et surtout les investissements directs étrangers ont connu également une importante contraction. De même, les indicateurs de commerce et de finances publiques ont été négativement affectés au cours de l'année 2011. L'année 2012 devrait toutefois marquer le retour de la croissance en Libye et dans l'ensemble de la sous région, avec une amélioration attendue de l'ensemble des composantes de la demande globale et de la production de la sous région.

22. Les effets retard de la crise économique et de la crise financière de 2008-2009 sur les économies nord-africaines ont continué à influencer les principaux indicateurs socio-économiques, et les troubles sociopolitiques intervenus en 2011 ont ajouté à ces effets, et obligé les gouvernements à prendre des mesures à forts impacts budgétaires, et dont la soutenabilité à long et même à moyen terme suscite des interrogations. Cette soutenabilité est d'autant plus problématique que la perspective d'une forte volatilité des prix agricoles et des prix du pétrole reste très probable pour 2012 et au-delà.

23. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, le Secrétariat a souligné que les efforts des Etats pour faire face à la poursuite de la flambée des prix des céréales au cours de l'année 2011 ont certes permis de limiter les effets négatifs sur la population, mais ont eu des impacts significatifs sur les finances publiques des Etats. En plus du problème de leur soutenabilité budgétaire évoquée au paragraphe précédent, ces mesures relancent la question de mesures structurelles pour assurer la sécurité alimentaire des pays. En effet, la région reste fortement dépendante à la fois des importations de céréales et des aléas climatiques pour sa production. Cette dépendance a renforcé la vulnérabilité des pays et exposé davantage les plus pauvres à la précarité. D'où la nécessité d'une approche intégrée dans la lutte des Etats pour la sécurité alimentaire.

24. Au plan social, une des conséquences directes de la quasi-stagnation de la croissance est la détérioration de la situation de l'emploi, avec un taux de chômage reparti à la hausse, alors que son niveau global est déjà parmi les plus élevés au monde. Cette détérioration de la situation de l'emploi, dans le contexte particulier que connaît l'Afrique du Nord, souligne à nouveau l'impératif d'une croissance plus forte et davantage créatrice d'emplois, en libérant notamment le potentiel créateur des jeunes et en favorisant la transformation structurelle de l'économie et la diversification, particulièrement vers des secteurs dynamiques et porteurs comme ceux liés à l'économie du savoir et aux nouvelles opportunités offertes par l'économie verte, compte tenu des atouts de la sous région en la matière, de l'impact en terme de développement local et des perspectives porteuses, qui devraient s'accroître à la suite du sommet de RIO +20.

25. Le Secrétariat recommande également :

- L'adoption d'une approche efficiente des politiques de protection sociale à la place de solutions conjoncturelles coûteuses et parfois peu efficaces. Cette approche devrait se baser sur un meilleur ciblage des bénéficiaires pour une bonne prise en compte des groupes vulnérables, la mise en place d'institutions décentralisées ou le renforcement de la capacité des institutions décentralisées existantes ;
- L'approfondissement de l'intégration régionale et le renforcement des liens avec les autres communautés sous-régionales du continent ;
- Le développement du système statistique des Etats pour accompagner une bonne décentralisation de l'appareil de protection sociale des Etats;

- La diversification des économies par le développement de secteurs dynamiques et à forte valeur ajoutée pour soutenir la croissance et la création d'emploi décents pour les jeunes ;
- Le renforcement de l'attractivité touristique de la région à travers le développement d'un marché touristique dynamique, pouvant proposer une offre sous-régionale.

26. Le Comité a remercié et félicité le Secrétariat pour la qualité et la richesse des exposés, et a fait des remarques sur la pertinence et la fiabilité des données statistiques, ainsi que sur la nécessité de travailler étroitement avec les pays afin de mettre à jour les données statistiques disponibles. Les délégations ont, en outre, reconnu l'importance capitale que le processus de coopération et d'intégration régionale revêt pour les Etats membres, et ont précisé que l'intégration commerciale et économique reste un préalable à l'union monétaire, et que les tendances démographiques des pays de la sous-région doivent être prises en compte dans les politiques de planification au niveau régional. Le potentiel que représentent les énergies renouvelables et la sécurité énergétique a été également souligné.

27. Relativement à la question de la sécurité alimentaire, le Comité a insisté sur le fait que le rapport doit prendre en compte les modifications dans les modes de consommation qui évoluent dans le temps et dans l'espace, notamment avec l'amplification du phénomène d'urbanisation. Certaines interventions ont souligné que les pays de la sous-région disposent de ressources suffisantes - notamment en terres, pour assurer la sécurité alimentaire interne, mais qu'il est nécessaire de mener des études visant à connaître le potentiel exact en terres arables, et d'approfondir l'analyse sur le problème des pertes post récolte. Une réponse y afférente pourrait notamment être élaborée à travers une stratégie régionale de renforcement des capacités des agriculteurs.

28. A l'issue des discussions, le Comité a fait siennes les recommandations proposées par le Secrétariat et formulé les recommandations additionnelles suivantes: la question de la sécurité alimentaire doit être analysée dans une perspective plus large, qui inclut le changement climatique et la dimension sociale.

29. La création ou le renforcement des systèmes d'information et de statistique afin de permettre une meilleure identification des potentialités de production interne et une réduction de la dépendance aux importations.

## **VI. « Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale : le rôle de l'Afrique du Nord »** *(Point 5 de l'ordre du jour)*

30. Une table ronde sur le rôle de l'Afrique du Nord en tant que composante importante d'une Afrique qui envisage de se positionner comme pôle de croissance s'est tenue dans le cadre des travaux de la XXVIIème session du CIE. La table ronde a abordé les sous-thèmes suivants :

- Introduction sur les enjeux, opportunités et défis d'une Afrique comme pôle de croissance : rôle de l'Afrique du Nord ;
- Potentiel et contraintes de l'Afrique du Nord comme pôle de croissance ;
- Géopolitique régionale et croissance durable en Afrique du Nord ;
- Le défi de la diversification en Afrique du Nord ;
- Croissance durable et pré-requis en termes de capital humain.

31. Cinq communications ont ainsi été faites, chacune portant sur une dimension spécifique de la dynamique qui permettra à l'Afrique du Nord de jouer pleinement un rôle déterminant dans le positionnement de l'Afrique comme pôle de croissance mondiale.

- *Introduction sur les enjeux, opportunités et défis d'une Afrique comme pôle de croissance : rôle de l'Afrique du Nord*

32. Sur les enjeux, opportunités et défis d'une Afrique comme pôle de croissance, la communication a d'abord rappelé que depuis le début de la décennie 2000, les pays africains ont réalisé une forte croissance économique en raison de la gestion économique améliorée, d'un environnement international favorable jusqu'à l'éclatement des récentes crises et la hausse des prix des matières premières et autres minerais stratégiques. Cette performance devrait toutefois être relativisée si l'Afrique ambitionne de devenir un pôle de croissance pour le Monde. En effet, le contenu de la croissance africaine a peu évolué durant toute cette période : elle est toujours tirée par l'agriculture et les ressources naturelles, sans que de véritables tentatives de diversification ne soient opérées. De même, cette croissance n'a pas généré suffisamment d'emplois pour faire face à un chômage croissant, particulièrement en Afrique du Nord, et n'a pas contribué significativement à la réduction de la pauvreté.

33. La communication a montré ensuite que le potentiel dont dispose le Continent est en mesure de l'aider efficacement à jouer un rôle de premier plan dans le monde au cours de la prochaine décennie. On peut citer les réserves pétrolières du Continent qui représentent 12% des réserves mondiales, les réserves en or qui représentent 40%, et beaucoup d'autres matières minérales de première importance pour l'industrie de l'électronique dont le Continent regorge. A cela s'ajoute le potentiel démographique du Continent qui lui donne une population jeune et une force de travail et d'innovation sans pareil, une demande de bien et services en hausse et un fort taux d'urbanisation qui amplifie le marché domestique des pays africains. Si ce potentiel existe sur la quasi totalité du continent, la sous région nord africaine présente toutefois quelques spécificités qui représentent pour le Continent une force à exploiter : une position géostratégique qui la met à cheval entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe; son ouverture sur le monde à travers ses infrastructures (portuaires, de télécommunication,...) et un potentiel d'échanges avec le reste de l'Afrique encore intact.

34. La communication a ainsi montré que si les enjeux sont de taille pour l'Afrique et pour l'Afrique du Nord, les opportunités existent bel et bien, mais pour transformer le potentiel de l'Afrique du Nord et de l'Afrique en croissance puis en développement durable, certains défis doivent être relevés. Ainsi, afin d'être un pôle de croissance mondiale, l'Afrique doit maintenir son taux de croissance récente pour encore au moins deux décennies. Elle pourrait le faire si elle s'attaque vigoureusement aux déficits de transformation structurelle de la production (y compris l'industrialisation et le commerce, les infrastructures, les ressources humaines et l'esprit d'entreprise), et capitalise sur les opportunités tout en gérant au mieux les risques provenant des chocs externes.

35. La réussite d'un tel positionnement passe par la promotion d'une bonne gouvernance politique et économique, un reciblage de l'éducation vers le développement, une promotion de l'innovation et du transfert de technologie pour la transformation structurelle des industries, une amélioration de la productivité agricole et surtout une accélération de l'intégration régionale.

- *Potentiel et contraintes de l'Afrique du Nord comme pôle de croissance*

36. Cette communication a mis en exergue l'importance du potentiel de croissance de l'Afrique du Nord, du fait notamment de son positionnement stratégique entre l'Afrique sub-saharienne et l'Europe, et des opportunités d'intégration économique et commerciale liées à cette donnée géographique.

37. Le présentateur a en même temps souligné la pertinence du libellé du thème de la table ronde, au regard des multiples contraintes qui entravent la matérialisation de ce potentiel : système éducatif ne favorisant pas l'esprit critique, et ne préparant pas les jeunes à la citoyenneté, importance des réseaux et des privilèges dans la gouvernance économique, faible niveau et défi de la qualité des investissements plutôt orientés vers l'immobilier et le commerce, absence d'une tranche intermédiaire d'entreprises et appareil productif dominé par des secteurs à faible valeur ajoutée.

38. Il a conséquemment préconisé quelques pistes d'orientation et d'action, dont une meilleure formation à la citoyenneté à même de libérer les énergies individuelles, la promotion de politiques de croissance plus inclusives aux plans générationnel, territorial et social, la révision du discours sur l'intégration régionale autour d'objectifs concrets et réalistes, l'assainissement du climat des investissements par une approche non segmentée, le développement des stratégies plus porteuses vers l'Afrique subsaharienne, davantage d'investissement dans les secteurs des technologies et la promotion d'une plus grande efficacité gouvernementale.

- *Géopolitique régionale et croissance durable en Afrique du Nord*

39. Le Présentateur a noté l'importance de la dimension géostratégique de la sous-région qui la situe dans une zone large et en pleine transformation, mais avec un voisinage plutôt en crise.

40. Il a identifié un certain nombre d'opportunités pour l'Afrique du Nord, notamment : une Afrique en croissance, un monde arabe en pleine transformation, le développement de la multipolarité et enfin un potentiel important au niveau de l'espace atlantique. Ces opportunités pourraient être exploitées pleinement si les changements en cours en Afrique du Nord conduisent à une stabilité ayant pour sources une nouvelle légitimité politique et l'efficacité de l'action gouvernementale, ainsi qu'une transition sans ingérence étrangère, et au travers d'un processus coopératif.

41. Les débats ont souligné l'importance du modèle éducatif à privilégier, afin de tirer pleinement profit de l'important potentiel humain, et ainsi faire émerger une société du savoir, compte tenu des investissements réalisés en la matière.

42. Le Comité a noté que l'existence d'un potentiel commercial important dans la sous-région justifie qu'un effort soit réalisé sur les questions de facilitation du commerce, des coûts logistiques et de la promotion commerciale au sein de la sous-région, en mettant notamment en réseau les organes en charge de cette promotion, et en identifiant mieux les priorités sectorielles au niveau des pays.

43. Les débats ont également porté sur la nécessité de favoriser l'évolution d'un environnement géopolitique qui inverse la tendance à la fuite des capitaux, renforce la promotion d'un développement durable en prônant une utilisation rationnelle des ressources naturelles, et développe l'emploi décent.

- *Le défi de la diversification en Afrique du Nord*

44. La communication a analysé tour à tour la diversification et le changement de structure dans un contexte global, les spécificités de l'Afrique du Nord en matière de diversification et les voies à suivre pour une diversification plus significative dans la sous région.

45. S'appuyant sur les évolutions des parts des secteurs que sont l'agriculture, les manufactures et les services dans la valeur ajoutée totale, le présentateur a montré que la tendance mondiale dans un très grand nombre de pays est à l'augmentation de la part des services au détriment de l'agriculture alors que le secteur manufacturier semble stagner. L'analyse du contenu des produits de ce dernier secteur révèle en outre que les produits échangés sont majoritairement à contenu technologique moyen et élevé. L'Afrique du Nord par contre, n'affiche pas les mêmes tendances : ces sept dernières années, les exportations de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc et de l'Egypte ont été dominées par les produits primaires. Toutefois, la tendance des biens à contenu technologique moyen est en hausse depuis le début du millénaire. C'est dire qu'en Afrique du Nord, la diversification est en cours, mais son rythme reste lent. Outre son rythme, la diversification opérée par l'Afrique du Nord est également exposée à certains risques : une forte vulnérabilité des marchés pour la Tunisie et le Maroc et une forte vulnérabilité des produits pour l'Algérie. A ces risques, le présentateur a ajouté la difficulté d'imprimer une direction à la diversification pour s'interroger sur sa soutenabilité et sa capacité à générer des emplois décents, défi majeur pour la sous région.

46. A l'issue de cette présentation, les échanges se sont focalisés sur un partage d'analyses d'informations entre les délégués et les autres participants sur les expériences des pays, en termes de politiques et objectifs en matière de croissance et de diversification de l'économie.

47. A la suite des débats, le Comité a formulé les recommandations suivantes :

- Le regain d'intérêt pour les politiques et stratégies de développement industriel est aujourd'hui certain, mais la question d'actualité est de savoir comment et quel type de politique adopter ;
- Après des années de retour en arrière, il existe aujourd'hui beaucoup de possibilités pour renforcer les capacités dans le secteur public ; Il est impératif d'opérer ce renforcement ;
- Un grand nombre de bonnes pratiques existe sur la façon de lancer et de maintenir un système efficace de dialogue public-privé. Le moment est venu de les exploiter pour faire participer efficacement le secteur privé, principal acteur de la diversification.

• *Croissance durable et pré-requis en termes de capital humain*

48. Le présentateur a montré que l'investissement dans l'amélioration du capital humain a un effet positif sur la compétitivité, et donc sur la croissance. Aussi, faut-il définir la problématique du capital humain et son impact sur la croissance, en procédant d'abord à un état des lieux du système éducatif de chaque pays. Pour ce faire il est nécessaire d'analyser les réformes introduites dans les systèmes de formation des pays, et d'en examiner les résultats. Il est en effet important que le système de formation soit adapté à l'économie et au marché de l'emploi.

49. Il a poursuivi en affirmant que s'il est aisé de comprendre les fondements théoriques du lien existant entre le capital humain, la compétitivité et l'impact en termes de croissance et de productivité, il est plutôt difficile d'avoir une définition théorique qui puisse être mise en œuvre directement sur le terrain, en termes de politique économique. Le capital humain est un concept endogène, et l'expérience particulière d'un pays ne peut être répliquée dans un autre pays.

50. Pour l'Afrique du Nord, la généralisation de l'éducation est une réussite, mais elle s'est faite au détriment de la qualité et du rendement par rapport aux coûts en termes d'investissement.

51. Les participants ont par la suite partagé leurs expériences au niveau national relativement à la prise en compte du capital humain dans les politiques et stratégies de développement, et ont débattu des systèmes de formation et de la pertinence des contenus pédagogiques.

52. Le Comité a recommandé d'approfondir la réflexion sur les résultats attendus de la politique de formation, et de se doter d'outils permettant une évaluation de sa contribution à l'amélioration de la compétitivité de l'économie et à la réduction du chômage.

## **VII. RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES OMD, LES AGENDAS REGIONAUX ET LES INITIATIVES SPECIALES POUR LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE DU NORD**

*(Point 6 de l'ordre du jour)*

53. Le Secrétariat a présenté un rapport portant revue de l'état d'avancement des OMD et des agendas régionaux et internationaux issus des grandes Conférences et Réunions organisées aux niveaux mondial et régional sur des thèmes d'importance pour l'Afrique du Nord, notamment les activités entrant dans le cadre de la célébration de l'année internationale de la jeunesse, les agendas du développement durable, les agendas internationaux des TIC et les activités liées à la mise en œuvre du NEPAD.

54. Le Secrétariat a informé le Comité de l'état d'avancement des OMD pour l'Afrique du Nord. Il en ressort que la sous-région est en voie d'atteindre la plupart des objectifs prévus pour 2015, malgré l'absence de performances significatives dans le domaine de l'emploi, de l'égalité de genre et de l'implication des femmes aux processus de décision. Le Secrétariat a également attiré l'attention du Comité sur les grandes disparités observées en matière d'atteinte des cibles des OMD entre les pays, entre les régions d'un même pays et entre les groupes sociaux.

55. Le Secrétariat a invité les Etats Membres à se préparer pour les prochains rendez-vous et échéances (internationales et régionales) tant au niveau national qu'en collaboration avec les Communautés économiques régionales. L'Afrique du Nord a en effet besoin de renforcer sa position commune sur ces agendas, notamment par une plus grande participation et appropriation en vue de faire émerger ses spécificités dans les positions africaines et mondiales.

56. Sur les OMD, le Secrétariat a informé le Comité que la Commission a entamé les consultations pour définir une position africaine sur l'après 2015.

57. Le Secrétariat a enfin invité les États membres à se prononcer sur le contenu du rapport.

58. Le débat relatif à ce point de l'ordre du jour a porté sur les points suivants :

- La pertinence et la fiabilité des indicateurs permettant la comparaison entre les pays et dans le temps ;
- Le besoin de faire un état des lieux des engagements financiers en termes d'aide au développement pris par les partenaires internationaux;
- Le besoin de mener la réflexion sur le devenir des OMD après 2015, notamment par rapport à la prise en compte de nouveaux objectifs.

59. Conséquemment les recommandations suivantes ont été faites :

- A l'endroit des Etats membres qui ne sont pas proches des cibles des OMD, le Secrétariat recommande d'améliorer l'impact de leurs interventions à travers une meilleure allocation des ressources budgétaires en vue de réduire le gap.
- A l'endroit des Etats qui ont atteint la plupart des objectifs, le Comité recommande de faire des efforts pour une maximisation des gains au bénéfice de tous, par une réduction des inégalités.
- A tous les Etats Membres, le Comité recommande, pour la pérennisation des acquis de mener à moyen terme, davantage d'actions soutenues et d'interventions spécifiques aux fins ci-après :
  - affiner les méthodes et instruments d'analyse et de suivi des dynamiques de la pauvreté ;
  - évaluer régulièrement la pertinence et l'efficacité des politiques, mécanismes et instruments mis en place pour mieux répartir les gains de la croissance et favoriser l'inclusion sociale ;
  - élargir le champ de couverture des systèmes de protection sociale et viabiliser leur financement.
- A l'endroit de la CEA et de la communauté internationale en général :
  - La prise en compte de l'OMD 8 dans les prochaines éditions du rapport sur les OMD en vue de mettre l'accent sur la mesure dans laquelle les partenaires respectent leurs engagements vis-à-vis de l'Afrique du Nord. Sur le plan sous régional, le Comité a souhaité que les efforts des institutions non onusiennes soient également pris en compte dans les analyses ;

- Un changement de démarche dans la rédaction du rapport : les délégués ont souhaité que les analyses résultent plus de rapports nationaux OMD que de rapports continentaux ;
- Les délégués ont enfin suggéré des pistes pour la réflexion post OMD, notamment la prise en compte des maladies mentales et des maladies chroniques dans la définition de nouveaux indicateurs ainsi que la nécessité d'aller au delà de la régionalisation des nouveaux indicateurs pour intégrer la dimension locale.

### **VIII. RAPPORT SUR LE BILAN DES ACTIVITES DU BUREAU EN 2011-2012 ET PROGRAMME DE TRAVAIL 2012** *(Point 7 de l'ordre du jour)*

60. Le Secrétariat a présenté le rapport sur les activités du Bureau pour la période allant de mars 2011 à février 2012. Il a passé en revue les travaux réalisés par le Bureau, notamment les réunions, ateliers, séminaires et publications.

61. Les activités ont été mises en œuvre dans le cadre du sous-programme 7 de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) intitulé « Appui aux activités sous-régionales pour le développement », et du cadre stratégique centré sur un plus grand appui technique aux Etats membres et aux communautés économiques régionales (CER) en vue de renforcer leurs capacités pour l'intégration régionale, en particulier dans les domaines prioritaires pour la région Afrique du Nord. Le Bureau a continué à assister l'UMA à travers la formulation et la mise en œuvre des programmes pluriannuels conjoints en appui au NEPAD, ainsi que les autres programmes adoptés au niveau international, y compris les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Un accent particulier a été également mis sur la mise en place et la maintenance de réseaux de connaissances et de bonnes pratiques dans les Etats membres.

62. La stratégie de mise en œuvre comprenait des activités de renforcement des capacités par des services d'assistance technique, des ateliers de formation et des études sur les politiques mises en œuvre pour relever les défis de développement spécifiques à l'Afrique du Nord, avec un accent particulier sur le plaidoyer pour l'intégration.

63. Le Bureau a aussi renforcé son partenariat avec les agences du système des Nations Unies et autres organisations intervenant dans la sous-région, pour plus de synergies et une plus grande visibilité de ses travaux.

64. Le Secrétariat a remercié les Etats membres pour leur collaboration concernant les questionnaires, en soulignant l'importance des données actualisées fournies, qui ont contribué à l'amélioration de la qualité du rapport sur les conditions économiques et sociales qui ont prévalu en Afrique du Nord en 2010-2011. Le Secrétariat a encouragé les Etats membres à continuer leurs efforts pour fournir au Bureau des éléments d'information pertinents, notamment au niveau sectoriel.

65. Le Comité a pris note du rapport et a félicité le Secrétariat pour la qualité et la pertinence des activités entreprises et des efforts fournis pour répondre aux besoins des Etats membres.

### **IX. PROGRAMME D'ACTIVITES 2012** *(Point 8 de l'ordre du jour)*

66. Le Secrétariat a présenté les activités programmées pour 2012 comme sous partie du programme de travail 2012-2013 du Bureau et du Programme de Coopération Pluriannuel entre le Bureau et l'UMA.

67. Le Comité a pris note du contenu du programme de travail 2012, et a rappelé qu'il est l'émanation du programme de travail adopté par lui lors de ses assises de 2011, dans le cadre de la XXVIème Réunion du CIE.

68. Le Comité a souligné qu'il est important que le programme de travail de la CEA soit assez flexible pour lui permettre une plus grande réactivité par rapport aux défis nouveaux tels que la crise européenne de la dette, la crise de l'immobilier en Espagne, les migrations climatiques, qui ont des impacts sur l'Afrique du Nord que le Comité aimerait pouvoir cerner.

69. Le Comité a également demandé au Bureau de mettre en place un mécanisme pour le suivi de la mise en application des recommandations des diverses réunions qu'il organise.

#### **X. CADRE STRATEGIQUE 2014-2015** *(Point 9 de l'ordre du jour)*

70. Le Secrétariat a présenté le cadre stratégique 2014-2015 du Bureau comme composante du cadre stratégique de l'ensemble de la Commission. Il a rappelé que ce cadre répond à la nécessité pour la CEA d'axer sa gestion sur les résultats et non sur les activités.

71. Le Comité a pris note du projet de cadre soumis à son appréciation. Il a noté avec intérêt la détermination du Bureau à accompagner les Etats dans la concrétisation du projet d'intégration régionale en Afrique du Nord, tout en veillant à les assister techniquement à faire face aux défis émergents.

#### **XI. ACTIVITES DE LA CEA** *(Point 10.1 de l'ordre du jour)*

72. Le Secrétariat a présenté les principales réalisations de la CEA dans son ensemble, pour le biennium 2010-2011, les principaux défis auxquels la Commission a été confrontée dans l'exécution de ses activités, et les principaux axes de travail pour le biennium 2012-2013.

73. Pour ce qui concerne les réalisations principales du biennium écoulé, le Secrétariat a entre autre mentionné l'organisation de la Conférence des Ministres qui a contribué à relancer le débat sur le rôle de l'Etat dans la transformation économique, la contribution à la participation de l'Afrique dans les négociations internationales sur le changement climatique, et la contribution à l'amélioration de la gouvernance et de la transparence dans le secteur public.

74. Le Secrétariat a ensuite noté que la CEA, dans l'exécution de ses activités, a été confronté à un certain nombre de défis dont le plus important reste l'inadéquation entre les ressources disponibles et la demande toujours grandissante des Etats membres.

75. Le Secrétariat a enfin porté à la connaissance du Comité les principaux axes de travail de la CEA pour le biennium 2012-2013, notamment: (i) le changement climatique, (ii) le commerce intra-africain et international, et les infrastructures ; (iii) le financement du développement ; (iv) le développement social ; (v) l'appui aux nations en transition ; (vi) la promotion de l'égalité entre les sexes, et la prise en compte des populations jeunes ; (v) les nouvelles technologies de l'information et de la communication ; (vi) les ressources naturelles ; et (vii) la gouvernance.

76. Le Comité a pris bonne note de ces informations et a remercié le Secrétariat pour les informations portées à son attention.

#### **XII. STRATEGIE DE LA CEA POUR LA COLLECTE DES DONNEES STATISTIQUES** *(Point 10.2 de l'ordre du jour)*

77. En introduction, le Secrétariat a expliqué aux Etats Membres l'importance des données pour le travail de la Commission. Pour réaliser sa mission, la CEA a besoin de données à jour qu'elle s'efforce de collecter de différentes manières, mais elle a surtout besoin de données comparables et disponibles rapidement en vue de faciliter l'analyse économique et sociale pour la prise de décision. Le Secrétariat a ensuite présenté la stratégie de collecte des données de la CEA, telle qu'elle est actuellement mise en œuvre par le Centre Africain des Statistiques. Le besoin en statistique de la Commission couvre l'ensemble des domaines : économique, commercial, social, financier, monétaire, infrastructures et autres OMD.

78. La stratégie du Centre Africain des Statistiques (CAS) est actuellement basée sur la Collaboration et la coordination avec les Instituts Nationaux des Statistiques des pays dans lesquels il dispose de points focaux. En 2011 le Centre, en collaboration avec la Banque Africaine de Développement, EUROSTAT et les CER, a organisé une grande réunion de concertation sur les méthodes de collectes de données au niveau pays pour des usages sous régionaux et continentaux.

79. Le Secrétariat a ensuite rappelé les recommandations du CAS pour améliorer les échanges de données entre les pays, les CER et la CEA. Il s'agit notamment :

- de la signature de mémorandum d'accord entre les pays et la Commission ;
- du développement des documents de référence et de documents méthodologiques pour la compilation des données pays ;
- d'identification du rôle de chaque acteur, du niveau national au niveau continental ;
- de la promotion de l'usage des réseaux de partage de connaissance et d'informations.

80. Le Comité a noté l'importance de faire face de manière coordonnée à la question des données pour une plus grande comparabilité des indicateurs et un meilleur suivi des politiques de développement. Le Comité a par ailleurs été informé de ce que les Ministres des Affaires Etrangères de l'UMA en leur session de février 2011 ont demandé la mise en place d'une cellule statistique pour contribuer à cette harmonisation.

81. Le Comité a recommandé à la CEA d'assister l'UMA afin de réaliser une étude d'identification des besoins de cette cellule et pour sa mise en place effective et son efficacité.

### **XIII. ETAT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PLURIANNUEL D'ASSISTANCE AUX COMMUNAUTES ECONOMIQUES REGIONALES ET ETAT D'AVANCEMENT DE L'INTEGRATION REGIONALE** *(Point 11 de l'ordre du jour)*

82. Cette session a été introduite par un mot de bienvenue de la Directrice de la CEA-AN à l'endroit du Secrétaire Général de l'UMA qui a bien voulu rehausser par sa présence l'importance de cette thématique de l'ordre du jour. La Directrice a souligné la qualité du partenariat entre la CEA et l'UMA, qui est appelé à se renforcer dans la perspective d'une accélération du processus d'intégration en Afrique du Nord.

83. Le Secrétaire Général de l'UMA a remercié la CEA et son Bureau Sous régional pour l'Afrique du Nord pour l'appui multiforme apporté à son Institution par le biais de l'adoption et la mise en œuvre de programmes pluriannuels de coopération. Il a rappelé l'importance stratégique pour les États Membres de la réalisation des objectifs d'intégration définis dans le traité instituant l'UMA.

84. Il a noté le retard accusé dans la mise en œuvre de cet agenda, et a souligné la nécessité d'un plan d'action pour accélérer l'intégration régionale, au regard des effets cumulés des crises économiques et financières mondiales et des crises sociales intervenues dans les États Membres. Ce plan d'action devrait viser notamment la mise en œuvre des accords relatifs à la zone de libre échange pour un accroissement rapide du niveau des échanges intra magrébins et l'optimisation des gains de croissance et d'emploi qui devraient en résulter.

#### **Etat de la mise en œuvre du programme de coopération pluriannuel avec l'UMA**

85. Le Secrétariat a présenté les activités réalisées par le Bureau dans le cadre de sa coopération avec les Communautés économiques régionales et en particulier l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme de travail pluriannuel (MYP) pour 2010-2012 signé entre le Bureau et l'UMA.

86. Trois types d'activités sont mises en œuvre dans le cadre du MYP 2010-2012: l'appui institutionnel et le renforcement des capacités du Secrétariat général de l'UMA; le développement économique, la facilitation des échanges commerciaux et la promotion du secteur privé ; les OMD et le développe-

ment social. A cela s'ajoutent des activités transversales concernant le développement de partenariats, la mobilisation des financements et la coordination au niveau du Système des Nations Unies. Ainsi, dans le cadre de la mutualisation des efforts "Delivering as one", le Bureau a intégré des mécanismes de coordination régionale au niveau managérial et technique pour sensibiliser les équipes pays du système des Nations Unies sur le besoin de mettre l'accent sur l'importance de l'intégration régionale dans le cadre des programmes pays.

87. Enfin des propositions d'amélioration dans les axes stratégiques de coopération telles qu'elles sont ressorties de l'évaluation de la coopération entre l'UMA et la CEA ont été évoquées, ainsi que la proposition de nouvelles thématiques de travail pour 2012 et au-delà. Ces thématiques incluent le suivi du forum sur la jeunesse ainsi que la mise en place de dispositifs de renforcement de l'intégration régionale en général, et du travail du Secrétariat de l'UMA en particulier.

### **Perspectives sur le processus d'intégration en Afrique du Nord**

#### ***• Mise en place de la zone de libre échange et développement du commerce***

88. Le Bureau a présenté l'état des échanges commerciaux intra-régionaux, ainsi qu'une évaluation du potentiel de commerce au Maghreb et en Afrique du Nord en général. Compte tenu du potentiel important et des défis socio-économiques auxquels sont confrontés les pays de la sous-région, le Bureau a souligné la nécessité d'accélérer le processus d'intégration afin d'exploiter ce potentiel, et faire de l'intégration régionale un levier important dans le cadre des solutions à apporter aux défis soulevés. A ce titre, le Bureau a présenté un certain nombre de normes et mécanismes qui devraient permettre d'opérationnaliser rapidement la zone de libre échange UMA, comme une étape, dans le cadre d'un processus d'intégration plus approfondie.

#### ***• Intégration financière et croissance : le rôle attendu des banques maghrébines***

89. En partant des considérations théoriques sur les relations attendues entre la croissance et l'intégration financière, le Présentateur a exposé les conditions nécessaires pour faire de cette intégration une réalité. Il a ensuite présenté les stratégies indispensables pour à la fois une durabilité de la croissance et un financement durable du développement et de l'intégration régionale.

90. Il a fini son intervention en faisant quelques recommandations dont :

- La création d'une structure de gouvernance collective - Comité d'intégration bancaire et financière - pour orienter les stratégies bancaires maghrébines ;
- Une structure de gouvernance complémentaire pour assurer l'ingénierie financière en matière d'IDE ;
- Une structure de formation bancaire et financière maghrébine en soutien ;
- Et le développement d'une approche basée sur « des intérêts communs » qui pourrait s'appuyer sur deux véhicules, une fédération bancaire maghrébine (FBM) qui pourrait résulter de l'évolution de l'UBM, et un observatoire maghrébin de la finance (OMF) qui s'appuierait sur le réseau de recherche universitaire maghrébin et international.

#### ***• Intégration régionale et questions monétaires***

91. En partant de l'exemple de l'écu qui a précédé l'euro, le présentateur a montré l'importance d'une monnaie commune dans la construction maghrébine en attendant que la région se donne les moyens d'une monnaie unique. Il a ainsi proposé la création d'une communauté économique maghrébine (CEM) qui devrait impulser les réformes structurelles et attirer des investissements étrangers productifs. Le processus de création de la monnaie maghrébine pourra se faire en deux étapes : celle d'une simple monnaie de facturation, puis celle d'une monnaie d'échange convertible.

92. Il a appelé les Etats à ne pas rater les opportunités que l'environnement régional leur offre aujourd'hui et à opter pour des modèles qui leur sont propres respectant leurs spécificités historiques, sociologiques, culturelles et comportementales.

93. S'appuyant sur l'histoire des Union monétaires, il a montré que même si l'UMA ne réunit pas présentement les déterminants d'une Zone monétaire optimale au sens de la théorie traditionnelle, elle peut réaliser une union monétaire durable à condition que les États acceptent de renforcer la coordination de leurs politiques et d'améliorer leurs situations budgétaires et financières.

94. Enfin, comme étape intermédiaire à l'unification monétaire maghrébine, il a avancé l'idée que les pays doivent faire plus d'efforts afin de réunir les conditions économiques et institutionnelles indispensables à l'instauration de l'un des deux régimes monétaires préliminaires proposés, à savoir un flottement pur avec ciblage d'inflation ou une caisse d'émission.

95. A l'issue des présentations, les délégués ont insisté sur deux points essentiels : la zone de libre-échange et les enjeux de la coopération monétaire entre les pays de la sous région.

96. Relativement au projet de la zone de libre-échange intra-maghrébine, les débats ont porté sur la nécessité de mettre en œuvre un certain nombre d'instruments juridiques et douaniers harmonisés et de faire avancer le processus d'intégration régionale. Sur les enjeux d'une coopération monétaire, les échanges de vue se sont focalisés notamment sur la différence entre les systèmes financiers de la sous-région, les structures de coopération fonctionnelle déjà existantes en Afrique du Nord notamment le Comité des Gouverneurs des Banques Centrales et l'Union des Banques Magrébines, et le besoin de mettre en place d'abord un marché régional unifié avant la recherche d'une intégration monétaire.

#### **Appui du Système des Nations Unies au développement de l'Afrique**

97. Le Secrétariat a fait une présentation sur l'appui du système des Nations Unies au développement de l'Afrique. Il a parlé du Mécanisme Régional de Coordination pour l'Afrique (MRC-Afrique), de sa structure et de ses réalisations au cours des années. Le MRC-Afrique est une structure ad hoc mise en place par le système des Nations Unies pour renforcer le soutien fourni par les organisations onusiennes au développement de l'Afrique. Sa mission est de promouvoir une plus grande cohérence, coordination et coopération aux niveaux régional et sous-régional des appuis à l'Union africaine et à la mise en œuvre de son programme NEPAD. Le Secrétariat a précisé que les résolutions de l'Assemblée Générale des Nations 1998/46 et 57/7 exigeaient que les organisations et agences des Nations Unies se réunissent régulièrement pour coordonner leurs efforts de développement vis-à-vis de l'Afrique, et contribuent à la mise en œuvre du programme NEPAD tout en "Travaillant Ensemble".

98. Parmi les réalisations du MRC-Afrique, le Secrétariat a noté une plus grande appropriation de celui-ci par l'Union Africaine, ainsi qu'un nombre croissant d'activités élaborées dans le cadre du mécanisme et mises en œuvre de manière conjointe, avec un souci de résultat. Des mécanismes similaires étaient en train de se mettre en place dans les cinq sous régions de l'Afrique. Le mécanisme a gagné en crédibilité au point où d'autres partenaires de l'Afrique (hors Nations Unies) demandent à y prendre part.

99. Le Secrétariat a donné des informations sur la 12ème réunion du MRC-Afrique qui s'est tenue à Addis Abéba, Ethiopie, les 21 et 22 novembre 2011 sur le thème du "Renforcement des Capacités", réunion durant laquelle la mise en œuvre du Programme Décennal des Nations Unies pour le Renforcement des Capacités de l'Union Africaine a été largement débattue. La réunion a également discuté de la nécessité de créer une synergie entre le MRC-Afrique et le Groupe de Travail sur les OMD en Afrique qui relève d'une initiative du Secrétaire Général des Nations Unies en vue d'accélérer la mise en œuvre des OMD. Le processus préparatoire africain de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (Rio +20) et les progrès au niveau des mécanismes sous régionaux de coordination ont été aussi considérés par la réunion. Quant aux recommandations de la réunion, elle a mis en exergue le besoin de développer un programme de renforcement des capacités pour les CERs et l'Agence du NEPAD, similaire à celui préparé pour la Commission de l'Union Africaine. S'agissant de la sous région Afrique du Nord, il a parlé du mécanisme sous régional tout en soulignant la nécessi-

té de préparer un programme de renforcement des capacités pour l'UMA sur la base des priorités de cette dernière.

100. Le Comité a félicité le Bureau pour les activités réalisées et l'a encouragé à poursuivre ses efforts pour renforcer la coordination des actions d'appui des agences du système des Nations Unies aux institutions sous-régionales dont l'UMA.

#### **XIV. Examen et adoption des conclusions et recommandations de la réunion d'experts Rio+20 : Avancées et enjeux pour l'Afrique du Nord** *(Point 12 de l'ordre du jour)*

101. Les recommandations de la réunion d'expert sur RIO+20 ont été portées à l'examen du Comité qui les a amendées puis adoptées telles que reproduites dans l'annexe du présent rapport.

#### **XV. Examen et adoption du rapport de la XXVIIème réunion du CIE** *(Point 13 de l'ordre du jour)*

102. Le Comité a examiné et adopté les recommandations de sa XXVIIème réunion, telles que reproduites dans l'annexe du présent rapport.

103. Le CIE a par la suite adopté le présent rapport qui contient les amendements qu'il a eus à apporter lors de son examen.

#### **XVI. Date et lieu de la XXVIIIème réunion du CIE** *(Point 14 de l'ordre du jour)*

104. Il a été convenu que la 28ème réunion du CIE devrait se tenir avant la Conférence des ministres de 2013. Elle se tiendra à Rabat, à moins qu'un autre Etat membre l'informe le Secrétariat de son souhait de l'abriter.

#### **XVII. Questions diverses** *(Point 15 de l'ordre du jour)*

105. La délégation marocaine a remercié le Bureau pour avoir organisé cette vingt septième session du CIE au Maroc, et a remercié les délégués de leur présence et leur participation active.

#### **XVIII. Clôture de la réunion** *(Point 16 de l'ordre du jour)*

106. La XXVIIème Réunion du CIE a adressé une Motion de Remerciement à sa Majesté le Roi Mohamed VI et au Gouvernement marocain. Le texte de la Motion est reproduit en annexe.

107. Le Président du bureau du CIE a félicité le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, et plus particulièrement sa Directrice, Mme Bounemra Ben Soltane, pour la qualité des documents présentés et du rapport de la réunion.

108. Dans son mot de clôture, la Directrice du Bureau s'est réjouie de la richesse des débats qui ont permis de discuter en détail le thème du CIE dans ses différentes composantes. Elle a informé les participants qu'un rapport détaillé de la réunion d'experts sur RIO+20 sera préparé et largement diffusé. Elle a saisi l'occasion pour rappeler aux délégués l'importance de leur feedback pour le suivi évaluation du travail du Bureau.

109. Elle a aussi remercié les participants pour l'intérêt qu'ils ont porté à l'examen des questions statutaires soumis à leur attention. Elle a déclaré que les recommandations et le rapport de la réunion seront transmis à la Conférence des Ministres de la CEA comme demandé par le CIE. Elle a remercié les délégués pour avoir permis aux autres participants de contribuer aux débats, et les a assuré de l'engagement du Bureau à faire participer aux échanges sur le développement de l'Afrique du Nord et sur l'intégration l'ensemble des parties prenantes.

110. Enfin, elle a remercié tous les participants pour leur contribution à la réussite du CIE, notamment les Etats membres, la société civile, le secteur privé, le bureau du CIE, les différentes institutions, les personnes ressources, les collègues du Siège, le personnel du Bureau, les interprètes ainsi que les hôtes et les personnes en charge de la logistique.

## ANNEXE I

---

### RECOMMANDATIONS DE LA XXVIIème REUNION DU COMITE INTER-GOUVERNEMENTAL D'EXPERTS

A l'issue des délibérations, les membres du CIE ont fait les recommandations suivantes, et ont demandé au Bureau de les transmettre à la Conférence des ministres:

#### **Aux Etats membres**

1. Informer la CEA-AN d'une personne focale qui sera chargée officiellement de toutes les communications avec le Bureau et qui transmettra les correspondances reçues du Bureau aux départements concernés ;
2. Informer les départements concernés du programme de travail de la CEA-AN et de la CEA, et les encourager à renforcer leur participation, notamment dans les rencontres statutaires (CIE, Conférence des ministres, comités sectoriels) ;
3. Renforcer les processus de mise à disposition à temps des données nationales pour les besoins d'élaboration des différents rapports et publications de la CEA.

#### Performances économiques et sociales

4. Adopter une approche efficiente des politiques de protection sociale. Cette approche, tout en intégrant le concept d'équité, devrait se baser sur un meilleur ciblage des bénéficiaires pour une bonne prise en compte des groupes vulnérables, la mise en place d'institutions décentralisées ou le renforcement de la capacité des institutions décentralisées existantes ;
5. Développer le système statistique des Etats pour une collecte et une gestion décentralisées qui permettent une prise de décision plus judicieuse, et œuvrer pour une mise en cohérence des métadonnées pour une meilleure comparabilité, notamment en matière de lutte contre la pauvreté, d'investissements locaux et des systèmes de protection sociale mieux ciblés ;
6. Favoriser une meilleure redistribution des revenus et une réduction des inégalités, notamment par une meilleure allocation des ressources financières et l'optimisation de la dépense publique ;
7. Renforcer une culture de suivi et évaluation des politiques publiques, et promouvoir une approche axée sur les résultats dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance.

#### Rapport sur la sécurité alimentaire

8. Accélérer la mise en œuvre de la stratégie maghrébine agricole horizon 2030 et son plan d'action, ainsi que le programme d'action sous-régional de lutte contre la diversification ;
9. Renforcer les synergies entre les politiques agricoles et environnementales, et intégrer les risques climatiques dans les stratégies de sécurité alimentaire ;
10. Créer/renforcer les systèmes d'information et de statistiques afin de permettre une meilleure identification des potentialités de production internes dans le cadre de stratégies de sécurité alimentaire ;
11. Promouvoir la recherche scientifique dans le domaine de la sécurité alimentaire.

### Libérer le potentiel de l'Afrique du Nord comme pôle de croissance

12. Œuvrer au renforcement de la diversification des économies en développant de nouveaux marchés et des secteurs dynamiques et à plus forte valeur ajoutée, pour soutenir la croissance durable et la création d'emplois décents et pérennes, notamment pour les jeunes ;
13. Développer dans les systèmes éducatifs la formation à la citoyenneté afin de libérer les énergies individuelles pour un développement plus inclusif;
14. Améliorer le climat des investissements en adoptant une approche systémique, non segmentée, qui assure une plus grande cohérence ;
15. Continuer à investir dans les technologies de l'information pour le développement afin notamment de promouvoir une plus grande efficacité des services publics, appuyer la réforme des systèmes éducatifs et la compétitivité de l'économie ;
16. Promouvoir l'innovation, ainsi que le transfert et l'appropriation de technologies pour accompagner la transformation structurelle des économies;
17. Engager plus efficacement le secteur privé, principal acteur de la diversification, dans des partenariats public-privé, en s'appuyant sur les cas de bonnes pratiques existants (benchmarking) ;
18. Repenser et adapter les politiques actuelles de formation, en se dotant d'outils permettant une évaluation de leur contribution à l'amélioration de la compétitivité de l'économie et à la réduction du chômage.

### Rio+20

19. S'approprier les résultats et recommandations de la réunion d'experts sur « Rio+20 : avancées et enjeux pour l'Afrique du Nord », qui s'est tenue à Rabat le 7 mars 2012 et les transmettre aux départements concernés.

### Agendas internationaux et régionaux

20. S'approprier les résultats et recommandations du forum « jeunes acteurs du développement » qui s'est tenu à Tunis du 8 au 10 décembre 2011 et les transmettre aux départements concernés ;
21. Affiner les outils, méthodes et instruments d'analyse et de suivi des dynamiques de la pauvreté ;
22. Mettre en place des dispositifs pour évaluer régulièrement la pertinence et l'efficacité des politiques, mécanismes et instruments mis en place pour mieux répartir les gains de la croissance et favoriser l'inclusion sociale ;
23. Elargir le champ de couverture des systèmes de protection sociale et viabiliser leur financement ;
24. Initier une réflexion nationale sur les objectifs post-OMD, sur la base de l'évaluation de la pertinence des indicateurs actuels, la prise en compte de nouveaux indicateurs en matière environnementale, de santé publique, et en intégrant la dimension locale ;
25. A l'endroit des Etats membres qui font face à des difficultés pour atteindre les cibles des OMD : améliorer le ciblage de leurs interventions à travers une meilleure allocation des ressources budgétaires en vue de réduire le gap, à défaut d'atteindre les cibles à l'échéance 2015, et engager les partenaires à appuyer cet effort.

### Intégration régionale

26. Poursuivre de manière plus systématique l'insertion de la dimension intégration régionale dans les politiques nationales de développement, bâtie autour d'objectif concrets et réalistes ;
27. Faciliter l'accès aux données à la CEA et à l'UMA en vue d'améliorer le travail de ces institutions et d'alimenter l'observatoire de l'intégration régionale;
28. Accélérer l'élaboration d'une stratégie maghrébine de développement des énergies renouvelables ;
29. Promouvoir le commerce intra-régional des biens et services environnementaux ;
30. Œuvrer afin d'assurer la représentation de la CER d'Afrique du Nord au sein des forums environnementaux internationaux.

### **A la CEA-AN**

#### Performances économiques et sociales

31. Accompagner les Etats dans la réflexion sur les politiques fiscales susceptibles de favoriser une meilleure redistribution des revenus et une réduction des inégalités ;
32. Evaluer les systèmes de protection sociale en Afrique du Nord, dresser des pistes d'amélioration de leur efficacité et identifier les voies et moyens pour améliorer leur financement ;
33. Amender le rapport économique et social et mettre à jour les données sur la base des contributions reçues, puis circuler le rapport final ;
34. Evaluer l'impact des crises sur les pays d'Afrique du Nord en prenant en considération ce que l'intégration régionale aurait pu atténuer.

#### Rapport sur la Sécurité alimentaire

35. Produire régulièrement, au moins tous les trois ans, un rapport sur la sécurité alimentaire qui sera alimenté par les données et informations fournies par les Etats membres sur la base d'un questionnaire évolutif en fonction des nouveaux enjeux et défis ;
36. Etendre l'analyse de la sécurité alimentaire afin d'y inclure des considérations relatives au changement climatique et à la dimension sociale.

#### Libérer le potentiel de l'Afrique du Nord comme Pôle de croissance

37. Approfondir l'analyse du potentiel de l'Afrique du nord en termes de productions à forte valeur ajoutée;
38. Accompagner dans leurs efforts les Etats membres en transition pour assurer une nouvelle dynamique de croissance.

#### Agendas internationaux et régionaux

39. Apporter l'appui nécessaire aux Etats membres, notamment ceux en transition, pour qu'ils continuent à honorer la continuité de leurs engagements internationaux ;

40. Prendre en compte l'OMD 8 dans les prochaines éditions du rapport sur les OMD en vue de mettre l'accent sur la mesure dans laquelle les partenaires respectent leurs engagements vis-à-vis de l'Afrique du Nord ;
41. Améliorer les mécanismes de communication avec les Etats membres afin d'assurer que les analyses de l'état de mise en œuvre des agendas internationaux et régionaux se basent plus sur des rapports nationaux ;
42. Accompagner les processus nationaux et mener une réflexion régionale sur les objectifs post OMD, sur la base de l'évaluation de la pertinence des indicateurs actuels, la prise en compte de nouveaux indicateurs en matière environnementale, de santé publique et en intégrant la dimension locale.

#### Intégration régionale

43. Poursuivre la mise en œuvre du Programme pluriannuel d'assistance apporté à l'UMA tel que planifiée;
44. Assister l'UMA dans le processus d'opérationnalisation de la zone de libre échange, notamment par la réalisation d'études relatives aux instruments et mécanismes de mise en œuvre et d'accompagnement, y compris les instruments de péréquation des coûts et profits du marché régional et le financement de l'intégration;
45. Assister l'UMA à réaliser une étude d'identification des besoins d'une cellule statistique d'harmonisation des données des Etats membres pour une plus grande comparabilité des indicateurs et pour un meilleur suivi des politiques de développement.

#### Cadre Stratégique 2014-2015

46. Mettre en place un mécanisme pour le suivi des recommandations des réunions organisées par le Bureau ;
47. Transmettre le projet de cadre stratégique 2014-2015 à la Conférence des Ministres pour approbation finale.

## ANNEXE II

---

### ORDRE DU JOUR DE LA REUNION

*Thème: « Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance dans le monde: le rôle de l'Afrique du Nord »*

1. Cérémonie d'ouverture
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail
4. Les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord, 2010-2011
5. Table ronde sur le thème: « *Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance dans le monde: le rôle de l'Afrique du Nord* »
6. Rapport sur l'état d'avancement des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), des agendas régionaux et internationaux et des initiatives spéciales en Afrique du Nord
7. Bilan des activités du Bureau (février 2011 – janvier 2012)
8. Présentation du programme d'activités du Bureau en 2012
9. Présentation du cadre stratégique du Bureau 2014-2015
- 10.1 Présentation des activités de la CEA
- 10.2 Présentation de la stratégie de la CEA pour la collecte des données statistiques
11. Etat de la mise en œuvre du programme pluriannuel d'assistance aux Communautés Economiques régionales
12. Examen et adoption des recommandations de la réunion d'experts sur « Rio+20: avancées et défis pour l'Afrique du Nord »
13. Examen et adoption des recommandations et du rapport du CIE
14. Date et lieu de la prochaine réunion du CIE
15. Questions diverses
16. Clôture de la réunion



## ANNEXE III

### LISTE DES PARTICIPANTS/LIST OF PARTICIPANTS

#### ALGERIE / ALGERIA

1. M. Mohamed Bakalem  
Chef du Cabinet  
Cabinet du Secrétaire d'Etat chargé des statistiques  
Ministère de la Prospective et des statistiques  
Alger  
Tél : +213 21 77 91 02 Mobile : +213 661 57 12 96  
Fax : +213 21 77 78 52  
Email : mohammed.bakalem@gmail.com  
m.bakalem@mps.gov.dz
2. M. Azzedine Belkacem-Nacer  
Directeur général de la planification territoriale  
Ministère de la Prospective et des statistiques  
Alger  
Tél : +213 21 92 83 58 +213 770 60 21 46  
Fax : +213 21 92 74 59  
Email : azzedine58@yahoo.fr
3. M. Farid Zineddine Tiaiba  
Directeur Banque d'Algérie  
Banque d'Algérie  
Alger  
Tél : +213 21 68 17 50  
Fax : +213 21 68 19 84  
Email : tiaiba@bank-of-algeria.dz
4. Mlle Hadia Amrane  
Sous-directrice à la direction générale des relations économiques et financières extérieures  
Ministère des Finances  
Alger  
Tél : +213 21 59 51 26  
Fax : +213 21 59 51 01  
Email : hadia.amrane@mf.gov.dz
5. Mme. Khadra Bahaz  
Sous-Directrice  
Ministère des Finances  
Alger  
Tél : +213 21 59 56 88/+213 21 32 93 87  
Mobile : +213 550 19 07 12  
Email : khadra.behaz@mf.gov.dz

#### EGYPTE / EGYPT

6. Mme Ragaa El Wakeel  
1st Secretary  
Embassy of Egypt  
Rabat,  
Tél: 0537 7318 33/34 – Fax: 0537 706821  
Mobile : 0661427163  
Email : ragaa.elwakeel@mfa.gov.eg  
ragaakw@yahoo.com

#### LIBYE / LIBYA

7. Dr. Hassan Abdel Magid Walli  
Director of plans and programs  
Planning and programming department  
Ministry of Planning  
Tripoli  
Tel: +218 21 444 73 72 – Fax: +218 21 444 73 72  
Mobile: +218 92 4963759  
Email: hhassanwali@yahoo.com

8. Mr. Nasar Bahloal Salama  
Director national accounts  
National Accounting Department  
Ministry of Planning  
Tripoli, Libya  
Tél : +218 21 4447372- Mobile: 218 92 54 67 853  
Fax: +21821 4447372  
Email : nas\_salama@yahoo.com
9. M. Mohamed Almabrok  
Ministry of Foreign Affairs  
Counselor  
Tripoli  
Tél: +218 91 455 29 81  
Email: almabrok2006@yahoo.com
10. M. Hassan Walli  
Director of plans and programs  
Ministry of Planning  
Tripoli  
Tripoli  
Tel: +218 21 444 73 72 Mobile: +218 92 496 37 59  
Fax : +218 92 496 37 59  
Email : hhassanwali@yahoo.com

#### MAROC / MOROCCO

11. Son Excellence Monsieur Nizar Baraka  
Ministre de l'Economie et des finances  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Rabat (Royaume du Maroc)
12. M. Shaimi Younes  
Chef du Cabinet du Ministre  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél: 0537 76 06 61 / 765504 (LD) – Fax: 0537 764081  
Email: leila@finances.gov.ma
13. Mme Zakia El Midaoui  
Directeur de la Coopération Multilatérale et des affaires économiques internationales  
Ministère des affaires étrangères et de la coopération  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél: +212 537 76 68 29 - Fax : +212 661 19 56 01  
Email: z.elmidaoui@gmail.com
14. M. Abdellah Ben Mellouk  
Chef de la Division des Questions économiques et financières  
Ministère des affaires étrangères et de la coopération  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél: +212 537 66 00 58 - Fax: +212 537 76 55 08  
E-mail : benmellouk@maec.gov.ma
15. M. Mounir Ben Hammou  
Chef de service des institutions financières  
Ministère des affaires étrangères et de la coopération  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél: +212 537 66 00 58/Email: mounirbh@hotmail.com  
m.benhammou@maec.gov.ma
16. Mme Souad Albrahim  
Cadre  
Ministère des affaires étrangères et de la coopération  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél: +212 537 660058/ Email: s.albrahim@yahoo.fr

17. Mlle. Loubna Ait Bassidi  
Cadre Ministère des affaires étrangères et de la coopération  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél: +212 645 18 13 88  
Email: loubna.bassidi@maec.gov.ma
18. M. Sidi Thami El Ouazzani  
Chef de Service Afrique/Asie  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Rabat  
Tél: +212 673 99 54 08  
Email: t.elouazzani@tresor.finances.gov.ma
19. M. Allalat Abdelhaq  
Directeur de la Prospective et de la Prévision  
Direction de la prévision  
Haut Commissariat au Plan  
Rabat  
Tél: +212 537 5769 48/49  
Mobile +212 660 10 21 06  
Fax : +212537 57 69 44  
Email: a.allalt@hcp.ma /aallalt\_dpp@yahoo.fr
20. M. El Houcine Belhachmi  
Chef de division  
Haut Commissariat au Plan  
Rabat  
Tél: +212 537 57 69 46 +212 660 10 21 17  
Fax: +212 537 57 69 44  
Email: belhachmie@yahoo.fr
21. M. Abdelaziz Nihou  
Chef de la division des projections et de la prospective  
Direction de la prévision et de la prospective  
Haut Commissariat au Plan  
Rabat (Maroc)  
Tél: +212 537 57 69 46/ Mobile: +212 660 10 21 24 -Fax: +212 537 57 69 44  
E-mail: anihou@gmail.com
22. Mme Loubna M'hamdi Alaoui  
Chef de Service des Relations avec les Institutions Internationales  
Direction du Trésor et des Finances Extérieures  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Rabat (Maroc)  
Tél: +212 537 67 73 69 -Mobile: +212 673 99 53 99  
Email: l.alaoui@resor.finances.gov.ma
23. Mlle Siham Souihel  
Cadre à la Direction du Trésor et des Finances extérieures  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Rabat  
Tél: +212 675 49 01 36/+212 537 67 73 67  
Email: s.souihel@tresor.finances.gov.ma
24. Dr. Mohcine Hillali  
Cadre de Santé Publique à la Division des soins ambulatoires  
Direction des Hôpitaux et des soins ambulatoires  
Ministère de la Santé  
Rabat  
Tél: +212 537 207383/84/85/86 6 Mobile: +212 668 25 95 07  
Fax: +212 537 207381  
Email: hillalim@hotmail.fr
25. M. Tarik Ben Salem  
Chef de service de la Planification  
Direction de la Planification et des ressources financières  
Ministère de la Santé  
Rabat  
Tél: +212 537 76 04 56-Fax: +212 537 76 94 80  
Email : bensalem\_tarik@yahoo.fr
26. M. Nabil Bourquia  
Chef de la division de la Planification familiale  
Direction de la Population  
Ministère de la Santé  
Rabat  
Tél: +212 537 690510 / Mobile: +212 661 34 15 88  
Email: nabilbourquia@yahoo.fr
27. M. Abderrahim Barhdad  
Chef de service des relations avec les organisations internationales à caractère commercial  
Direction des relations commerciales internationales  
Ministère du commerce extérieur  
Rabat  
Tél: +212 537 70 /+212 665 24 82 92  
Fax: +212 537 70 32 31  
Email: barhdad@mce.gov.ma - bouhdad@mce.gov.ma
28. M. Abdrrahim Nejari  
Chef du Service de la coopération multilatérale  
Ministère de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration  
Rabat  
Tél: +212 537 67 98 54 Fax: +212 537 77 70 97  
Email: a.nejjari@mmse.gov.ma
29. M. Jaouad Mouabid  
Chef de Service / Espaces Sensibles  
Direction de l'aménagement du Territoire  
Ministère de l'Habitat de l'Urbanisme et de la Politique de la Ville  
Rabat  
Tel: +212 5 37 66 10 60 - +212 5 37 66 14 69  
Mobile : +212 6 61 04 64 56  
Email: mouabid@yahoo.fr
30. M. Mourad Bentahar  
Chef de la division des études sur l'emploi, Direction de l'Emploi  
Représentant du Département de l'Emploi  
Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle  
Rabat  
Tél: +212 537 683186 – Mobile: +212 661049838  
Fax : +212 537 68 31 87  
Email: mbentahar@emploi.gov.ma
31. M. Abdellatif Bouazza  
Directeur du développement social  
Ministère de la Solidarité, de la femme, de la famille et du développement social  
Rabat  
Tél : +212537 276575 – Fax : +212 537 670665  
Email : a.bouazza@social.gov.ma
32. Mme Nouzha El Hadrami  
Chef de la Division des études et des affaires juridiques  
Ministère de la Communication  
Rabat, Maroc
33. Mme Chanaz El Akrichi  
Chef de la division de la Coopération  
Ministère de la Communication  
Rabat  
Tél: +212 537 67 81 64 +212 661 04 82 96 Fax : +212 537 67 51 53  
Email: elakrichi@mincom.gov.ma/chanaz22@yahoo.fr
34. M. Ahmed El Chaaibi  
Chef de la Division de l'Evaluation  
Direction de l'Evaluation et des formations communes aux Académies  
Ministère de l'Education nationale  
Rabat
35. Mme Fathia Lahsaïni  
Chargée des dossiers des financements extérieurs  
Direction des affaires générales, du Budget et des domaines  
Ministère de l'Education nationale

- Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél: +212 537 56 66 97 Mobile: +212 661 07 05 23 Email : lahsaini@gmail.com
36. Mme Aziza El Hachalfa  
Chef du service de la coopération multilatérale  
Direction de la Coopération et de l'enseignement scolaire privé  
Ministère de l'Education nationale  
Rabat  
Tel: +212 537 77 73 03/ Mobile: +212 661 79 32 53  
Email: azizanour03@yahoo.fr
37. Mme Ibtissam Kaifouf  
Chef de la division de la Coopération et des partenariats  
Ministère de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies  
Rabat  
Tél: +212 537 66 96 48 /76 52 27  
Fax: +212 537 76 62 65
38. M. Abderrahim Chakour  
Chef de la Division des industries chimiques, pharmaceutiques et des matériaux de construction  
Ministère de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies  
Rabat  
Tél : +212 537 66 96 00/765227  
Mobile : +212 661 52 19 67 -Fax : +212 537 76 62 65  
Email: Abderrahime@mcinet.gov.ma
39. M. Driss Abid  
Chargé d'étude  
Ministère de l'énergie et des mines  
Rabat  
Tél: +212 537 68 84 49-Email: d.abid@mem.gov.ma
40. Mme Zohra Ettaik  
Chef de la Division des énergies et maîtrise de l'eau  
Ministère de l'Energie des mines, de l'eau et de l'environnement  
Rabat  
Tél: +212 641 99 34 65 6+212 537 68 87 55  
Fax : +212 537 68 87 53  
Email: z.ettaik@mem.gov.ma
41. M. Saïd El Jaï  
Administrateur  
Département de l'environnement  
Ministère de l'environnement  
Rabat  
Tél: +212 661 08 88 71 - Email: jasmin33332001@yahoo.fr
42. Mme. Loubna Aït Bassidi  
Ministère des affaires étrangères et de la coopération  
Rabat  
Tél: + 212 645 18 13 88 - Email: loubna.bassidi@maec.gov.ma
43. M. Abdeljalil Benzouina  
Responsable Cellule qualité  
Ministère de l'éducation nationale  
Rabat  
Tel: +212 537 706083-Mobile: +212 661 634274  
Fax: +212 537 70 60 93 - Email: benzouinajalil@yahoo.fr
44. M. Abdellah Ben Mellouk  
Chef de la Division des questions économiques et financières  
Ministère des affaires étrangères et de la coopération  
Rabat  
Tél: +212 537 66 00 58 - Email: benmel-louk@maec.gov.ma
45. M. Mohammed El Bouâzaoui  
Chef de Division  
Ministère du développement rural  
Rabat  
Tel: +212 661 77 18 69 - Email: bouazamoh@yahoo.fr
46. M. Omar Ahl Rchid  
Responsable des études et de la planification  
Ministère de la solidarité de la femme, de la famille et du développement social  
Rabat  
Tél: +212 662 18 69 53- Email: ahlrchid@gmail.com
47. Mme Saadia Bahaj  
Ingénieur Chef  
Ministère de l'énergie des mines de l'environnement et de l'eau  
Rabat  
Tél: +212 537 68 87 32 Mobile: +212 641 99 38 67  
Fax: +212 537 68 87 31 - Email: s.bahaj@mem.gov.ma
48. M. Fadlallah Abdellali  
Inspecteur divisionnaire  
Ministère des Finances  
Rabat  
Tél: +212 665 93 23 07 - Email: a.fadlallah@tresor.finances.gov.ma
49. Mme Fadoua Ben Tahar  
Administrateur  
Ministère des finances  
Rabat  
Tel: +212 672 29 58 26 - Email: Fbentahar@tresor.finances.gov.ma
50. M. Jaouad Moubid  
Chef de service  
Direction de l'aménagement du territoire  
Rabat  
Tél: +212 661 04 64 56 Fax: +212 537 66 14 69  
Email: mouabid@yahoo.fr
51. M. Nabil Bourquia  
Chef Division planification familiale  
Ministère de la santé  
Rabat  
Tél: +212 661 34 15 88 - Email: nabilbourquia@yahoo.fr
52. M. Mohamed Kiran  
Administrateur  
Ministère de l'Economie et des finances  
Rabat  
Tel: +212 537 67 73 75 Mobile: +212 663 08 10 51  
Fax : +212 537 67 75 32 - Email: m.kiran@tresor.finances.gov.ma
53. M. Abdessamad El Hamraoui  
Chef de service  
Ministère de l'économie et des finances  
Rabat  
Tél: +212 673 99 55 85- Fax: +212 537 67 71 72  
Email: a.elhamraoui@tresor.finance.gov.ma

54. Mme Aziza Elhchaalfa  
Chef de service coopération multilatérale  
Ministère de l'éducation nationale  
Rabat  
Tél: +212 537 77 73 03 / +212 661 79 32 53  
Email: aziza.elhchalfa@men.gov.ma

55. M. Ahmed Chaibi  
Chef de division de l'évaluation  
Ministère de l'éducation nationale  
Rabat  
Tel: +212 672 28 52 16 - Email:  
ahmedchaibi@gmail.com

56. M. El Houssine Belhachoui  
Chef de division  
Haut Commissariat au plan  
Rabat  
Tél: +212 660 10 21 17  
Email: belhachoui@yahoo.fr

57. M. Hamid Imrani  
Chef de service de la stratégie des facteurs transver-  
saux  
Ministère de l'Agriculture et de la pêche maritime  
Rabat  
Tél: +212 657 83 15 90  
Email: imrani.hamid@gmail.com

58. Mme Chanaz El Akrichi  
Chef de division de la coopération  
Ministère de la communication  
Rabat  
Tél: +212 537 67 81 64-+212 661 04 82 96  
Email: elakrichi@mincom.gov.ma -  
chanaz22@yahoo.fr

59. M. Said Fegrouche  
Chef de la division de la stratégie  
Ministère de l'Agriculture  
Rabat  
Tél: +212 537 66 54 71/70 Mobile: +212 661 20 60  
87 - Email: fegrouche@gmail.com

60. M. Tarik Bensalem  
Chef de service de la planification  
Ministère de la santé  
Rabat  
Tél: +212 661 53 94 06 Fax: +212 537 76 94 80 -  
Email: bensalem\_tarik@yahoo.fr

61. Mme. Fouzia Mergaoui Rholi  
Ingénieur  
Ministère de l'énergie, des mines de l'environ-  
nement et de l'eau  
Rabat  
Tél: +212 537 68 87 30/ Mobile : +212 667 22 14 29  
Fax : +212 537 68 87 31  
Email : fouzia.mergaoui@gmail.com

#### **MAURITANIE / MAURITANIA**

62. M. OumarYousseuf Gueye  
Directeur de la Prévision et de l'Analyse Econo-  
miques / DG PESD  
Ministère des Affaires Economiques et du Dévelop-  
pement  
Nouakchott  
Tel +222 4643 08 50, +222 3733 74 35  
Email: Goumar@economie.gov.mr

63. Mme Fatimettou Mint Michel  
Responsable de l'Observatoire pour le Développe-  
ment Durable (ODHD)  
Direction du Secrétariat du Cadre Stratégique de  
Lutte contre la Pauvreté (CSLP)

DGPESP  
Ministère des affaires économiques et du dévelop-  
pement  
Nouakchott  
Tél: +222 22 00 63 83  
Email: mfatimetou@yahoo.fr

#### **SOUDAN / SUDAN**

64. Mrs Mahasin Salih  
General Director  
Ministry of Finance and National Economy  
Kharoum  
Tél: +249 91 22 43 810  
Email: omalsarra@hotmail.com

65. M. Mohammed Ali Mohammed Altoam  
Chargé d'affaires, p.i  
Ambassade du Soudan  
Rabat (Royaume du Maroc)

#### **TUNISIE / TUNISIA**

66. Mme Moufida Jaballah Srarfi  
Directrice  
Division de la coopération régionale africaine  
Ministère de l'investissement et de la coopération inter-  
nationale  
Tunis  
Tél: 216 71 798522 - Mobile: +216 98 91 66 80  
Fax: +216 71 799 845 / 069  
Email: m.jaballah@mdci.gov.tn-moufidasarfi@yahoo.fr

#### **EXPERTS (TABLE RONDE / EGM RIO+20)**

##### **ALGERIE/ALGERIA**

67. M. Zakariya Bakhouché  
Jeune Scouts Musulmans Algériens  
Alger, Alger  
Tél : Mobile : +213 667 77 44 29  
Email: zakariya.bakhouché@gmail.com

##### **EGYPTE/EGYPT**

68. Dr. Magda Shoueib  
Director of the Environmental Economics Department  
Ministry of State for Environmental Affairs  
Egyptian Environmental Affairs Agency  
Cairo  
Tel: Mobile: +20100 1000052  
Email: magda\_shouieb@hotmail.com

##### **LIBYE/LIBYA**

69. Miss Karima Ali ElMshawet  
Internal Audit Senior  
Libyan Investment Authority  
Tripoli, Libya  
Tél: +218 21 21 46 30 618 Mobile: +21891 37 04 383  
Fax: +218 21 336 20 83  
Email: karema\_am@hotmail.com / k.ali@lia.ly

##### **MAROC/MOROCCO**

70. M. Mohamed N'bou  
Directeur des études, de la planification et de la pros-  
pective  
(Point focal national changement climatique)  
Ministère de l'Energie, des mines de l'Eau et de  
l'environnement  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél : Mobile: +212 661347982 -Fax : +212 537 576642  
E mail: nboudrm@yahoo.com

71. M. Najib Tahori  
Ingénieur d'Etat GP chargé du service coopération et accords énergétiques  
DOP/DDIC/SCAE  
Ministère de l'Energie, des mines de l'Eau et de l'Environnement (MEMEE)  
Rabat, Maroc  
Tél: +212 537 68 87 85 – Fax : 212 537 68 87 91  
Mobile : +212 670 14 23 09  
Email: n.tahori@mem.gov.ma
72. Dr. Mohammed-Saïd Karrouk  
Professeur de Climatologie  
Membre du GIEC / IPCC - WMO / UNEP - ONU  
Université Hassan II, FLSH Ben M'Sick  
Casablanca, Maroc  
Tél : +212 523 314 634 - Mobile: +212 661156051  
Fax. +212 522 705 100  
Email: KarroukSaid@yahoo.Com / Clim-Dev.Maroc@gmail.Com
73. Mme. Khadija El Houdi  
Chef de Division des secteurs de l'infrastructure économique et de l'environnement  
Direction de la planification  
Haut commissariat au plan  
Rabat, Maroc  
Tél: Mobile: +212 660 10 21 20 / +212 537 68 00 07  
Fax : +212 537 68 00 07 6 / 682525  
Email: gourmaweb@yahoo.fr
74. Mme Leila Akhmisse  
Directeur Exécutif  
Fondation Crédit Agricole du Maroc pour le Développement Durable  
Rabat (Maroc)  
Tél.: +212 (0)537 20 96 65/ Fax : +212 537 20 96 77  
Email: akhmisse@creditagricole.ma
75. Mme Latifa Nehnahi  
Ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la politique de la ville  
Rabat, Maroc  
Tél :+212 661 04 63 39 Fax : +212 537 66 14 69  
Email : l.nehnah@gmail.com
76. M. Mohammed Amattat  
Institut royal des études stratégiques (IRES)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Fax: 05 37 71 37 91 - Email: contact@ires.ma
77. M. Yahia Abou El Farah  
Directeur  
Institut royal des études stratégiques (IRES)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél: 0537 771272/74 - Fax: 05 37 71 37 91  
Email: contact@ires.ma
78. Mlle Jihane HANANE  
Chargée de communication  
Responsable Presse-Média- Fondation helies pour dialogue et le développement  
Association démocratique des femmes du Maroc + (Membre Bureau Rabat)  
Students in Free Entreprise - FSR/Responsable Ressources Humaines GENIE  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tel: Mobile: +212634106285/+212 537 88 29 42/  
+212 614 13 9004  
Email: jihane.pro@gmail.com
79. M. Abdelmounaim Bouamama  
Etudiant Chercheur /Educateur pair  
Point focal du réseau marocain des éducateurs pairs marocains  
El Kbab Khenifra, Maroc  
Mobile : +212 671155576  
Email : bouamama.abdelmounaim50@gmail.com
80. Melle Kawtar Mawas  
Cercle des jeunes démocrates marocains  
Rabat  
Tél:+212 622 08 00 35  
Email:k.mawas@hotmail.fr
81. M. Khatri Chorki  
Doctorant  
Faculté Mohamed V  
Rabat  
Tel : +212 663 51 86 79/+212 610 09 30 15  
Email : khatrichorki@gmail.com
82. M. Mohamed El khachine  
Administrateur  
Ministère de l'économie et des finances  
Rabat  
Tél : +212 661 57 27 89  
Email : m.elkhachine.finances.gov.ma

#### MAURITANIE/MAURITANIA

83. Dr. Sidaty Ould Dah Rhil  
Conseiller Technique chargé du Développement Durable  
Ministère déléguée auprès du premier Ministre chargé de l'Environnement et du Développement Durable  
Point Focal National du Développement Durable  
Professeur à l'université de Nouakchott, Département Géographie  
Nouakchott, Mauritanie  
Tél : + 222 22 00 60 64 / +222 48 07 32 83  
Mobile : +222 48 07 32 83  
Fax : +222 452 43139 / E-mail: sidaty38@live.fr
84. M. Ould Mohamd Abderrahmane Abdellahi  
Program and activities manager  
ONG VIE for the environment and sustainable development  
Trainer (New media) journalist  
Nouakchott  
Tél: +222 33 69 99 11 /+222 25 01 61 43 Mobile/+222 46 47 99 11  
Email : abdallahima@live.fr/abdallahimaa@gamail.com
85. M. Boubacar Abdellahi BA  
Attaché de Cabinet (Présidence de la République)  
Ex Président du Syndicat national des étudiants Mauritanien (SNEM)  
Nouakchott, Mauritanie  
Tél : +222 46 59 835 -Email : boubacarba@hotmail.fr
86. M. EL Moctar Mohamed Vadel M'beirick  
Chargé de communication de l'Union générale des étudiants Mauritanien  
Nouakchott, Mauritanie  
Tél : +222 36 41 44 26  
Email : deddah@hotmail.com
87. Mme Fatimata Anne  
Coordnatrice du club Unesco Oumar BA de Nouadhibou  
Nouakchott, Mauritanie  
Tel : Mobile : +222 46 74 85 18 – Tél : +22248176282  
Email: zarla27@yahoo.fr

## **TUNISIE/TUNISIA**

88. M. Faouzi Hamouda  
Directeur de la Formation et du Renforcement des capacités  
Expert développement durable  
Centre international des technologies de l'environnement (CITET)  
Tunis (Tunisie)  
Tél : +216 71 20 67 66 / Mobile: +216 98 54 22 52  
Fax : +216 71 20 66 42  
Email: formation@citet.nat.tn/  
Hamouda\_faouzi@yahoo.fr

## **SOUDAN/SUDAN**

89. Mr. Hussein Ibrahim Gindeel  
Consultant - Environmentalist  
Bannaga Consult  
Khartoum  
Tel: +249 918034452  
E-mail: hussein.gindeel@gmail.com
90. Ms. Rasheeda Shams El Din Mohamed  
Sudan Association for Youth Development (SAID)  
Khartoum, Sudan  
Tel: +249 91 81 08 678 / 912934712  
Email: rash2rash81@yahoo.com
91. M. Omer Abdelbagui  
Students NGO initiators for training and development  
Khartoum, Sudan  
Tel: 00249111010308 – Mobile: 00249 922734138  
Email: omar988@hotmail.com

## **SOCIETE CIVILE**

### **Forum arabe pour l'environnement et le développement (AFED)**

92. Ms. Michella Bou Nader  
Program Coordinator  
Bierut, Liban  
Tél. + 961 1 321 800/ Fax : + 961 1 321 900  
Mobile : 96170124506  
Email : mbounader@afedonline.org
93. M. Ahmed Chalbi  
Directeur  
Conseil Ingénierie (CID)  
Rabat  
Tél : +212 61 43 04 22

### **Democratic Party**

94. M. Ahmed Youssef Shebani  
Founder  
The Democratic Party  
Tripoli, Libya  
Tél: +218 91 320 61 94 / +44 77 68 23 25 68  
Email: ahmedshebani2000@yahoo.co.uk

### **Association de l'économie verte**

95. M. Mohammed Laabid  
Président  
Rabat, Maroc  
Tel: +212 661 25 37 20  
Email: mohammed@yahoo.fr

## **AGENCES DE COOPERATION**

### **Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID)**

96. M. Ignacio Martinez Boluda  
Responsable Projets  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél : 0537 633982 – Fax : 0537 656404  
Mobile : 0660 746913  
Email: ignacio.martinez@aecid.ma
97. M. José Gonzalez de Chaves  
Expert Projets  
Rabat, Maroc  
Tél : 0537 633921 – Fax : 0537 656404  
Mobile : 0674 90 66 21  
Email : jose.gonzales@aecid.ma

### **Agence de coopération Belge- Régions Wallone et Bruxelles – Capitale**

98. M. Takis Kakayannis  
Conseiller économique et commercial  
Ambassade de la Belgique  
20000 Casablanca, Maroc  
Tél : +212 522 26 80 27 - Fax : +212 22 22 98 12  
Email : awex.bxl.mor@casanet.net.ma

### **Agence Américaine pour le Développement International (USAID)**

99. Mme Fatine Bellamine  
Spécialiste en Programme de Développement  
Bureau de la Croissance Economique et du Commerce  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 537 63 20 01 Fax : +212 537 63 20 13  
Mobile : +212 661 47 59 78  
Email : fbellamine@usaid.gov.ma

## **ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET REGIONALES / INTERNATIONAL AND REGIONAL ORGANIZATIONS**

100. Mme Aicha Bammoun  
Expert à la direction des sciences  
Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO)  
Rabat, Maroc  
Tél: +212 537 56 60 52/53 -Mobile : +212 677 278871  
Fax: +212 537 56 60 12/13  
Email: isesco@isesco.org.ma/ abammou-@isesco.org.ma

### **Organisation arabe du développement industriel et minier (OADIM)**

101. M. Ayad Jelloul  
Chef du département « Secteur privé »  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 537 27 4500/ 49 – Fax : 0537 772188  
Mobile : 0662 19 68 89  
Email : jamoul\_jamoul@hotmail.com
102. Mme Aicha Chlouah  
Directeur du Bureau de la coopération internationale et des organisations  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél : +212 537 77 26 00 - Fax : +212 537 772188  
Mobile : +212 661 50 51 11  
Email : aicha.ca@gmail.com

**Organisation arabe pour le développement agricole (OADA)**

103. M. Mohamed M. Sabahya  
Chargé du Bureau, p.i.  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 537 76 74 76 - Fax : +212 537 76 04 06  
Email : aodart@mtds.com

**Groupe de la Banque africaine de développement (BAD)**

104. Mme. Amani Abou Zeid  
Représentante résidente  
Bureau national du Maroc  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 537 565937 – Fax : +212 537 565935
105. Mme Leila Kilani Jaafar  
Spécialiste en développement social  
Groupe de la Banque africaine de développement (BAD)  
Bureau national du Maroc  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél: +212 537 565937- Mobile : +212 661 13 78 79  
Fax: +212 537 56 59 35  
Email : l.jafaa@afdb.org
106. M. Boubaccar-Sid Barry  
Chargé des opérations principales  
Bureau national du Maroc  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 537 565937 - Fax : +212 537 56 59 35  
Email: b.barry@afdb.org

**Banque islamique de développement (BID)**

107. Mme Rachida Azzam  
Chargée des opérations  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél : +212 537 757191 - Mobile : +212 661095182  
Fax: +212 537 757260- Email: azzam@isdb.org.ma

**Centre africain de formation et de recherche administrative pour le développement (CAFRAD)**

108. M. Stéphane Monney  
Expert  
Tanger (Maroc)  
Tél : +212 642 22 43 03 Fax : 0539 32 57 85  
Email : mmonney@justice.com

**Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC)**

109. M. Mamadou Bocar Sall  
Chef du Département des études et de la formation  
Casablanca, Maroc  
Tél : +212 522 31 49 74/Mobile: +212 654 913 991  
Fax : +212 522 31 01 10  
Email : icdt@icdt-oic.org – mahmoud@icdt-oic.org

**Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)**

110. M. Abdessalem Kallala  
Chargé des relations extérieures  
Tunis (Tunisie)  
Tél : +216 71 20 66 33 - Fax : +216 71 206 636  
Mobile : +216 98 324 192  
Email : a.kallala@oss.org.tn

**COMMUNAUTE ECONOMIQUE REGIONALE**

**Union du Maghreb Arabe (UMA)**

111. M. Habib Ben Yahia  
Secrétaire Général  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 537 68 13 71/12/73/74/76  
Fax : +212 537 68 13 77  
Email : sg.uma@maghreb-arabe.org
112. M. Hammadi Ben Hadj Ali  
Expert Sécurité alimentaire et environnement  
Rabat  
Tél : +212 642 91 03 48  
Email : hammadibenhadjali@yahoo.fr
113. M. Kouider Lahoual  
Expert  
Rabat  
Tél : +212 661 48 04 94
114. M. Mohamed Ismail  
Expert sécurité alimentaire  
Rabat  
Tél : +212 618 94 34 11  
Email : mohamed\_ismail21@yahoo.com

**FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE**

115. M. Mohamed Milourhmane  
Point Focal au Maroc  
Rabat (Maroc)  
Tél : +212 664 16 87 40  
Email: mohamedmilourhmane@hotmail.fr

**ASSOCIATION ENERGIES POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN**

116. Mme Aïcha Kafif  
Présidente  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 666629921 – 64199 38 76  
Email : aichakafif@gmail.com- aichakafif@yahoo.fr

**UNIVERSITES/INSTITUTS**

**Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales**

117. M. Lahcen OULHAJ  
Doyen  
Université Mohamed V - Agdal  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 537 7720 05 – Mobile : +212 673 05 20 05  
Email : lahcen.oulhaj@gmail.com

**Université Mohammed V AGDAL**

118. M. Wail Benjelloun  
Président  
Avenue des Nations Unies  
Rabat, Maroc  
Tél : 0537 272755 Fax : 05 37 67 14 01  
Mobile : 0661 90 93 80  
Email : wbenj@um5a.ac.ma
119. M. Abderahman NAZIH  
Doctorant/chercheur  
Université Mohammed V- Souissi  
Rabat, Maroc  
Tél : 06-60-50-42-05  
Email : abderahman\_nazih@yahoo.fr / abderahman.nazih@gmail.com

## **Institut des Etudes Africaines**

120. M. Yahia Abou El Farah  
Directeur  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 537 77 12 74/ +212 537 77 84 25  
Fax : + 212 537 77 84 25

121. M. Mohamed Jebbour  
Enseignant /Chercheur  
Rabat  
Tél : + 212 537 77 71 72 6 +212 661 48 64 86  
Fax : +212 537 77 77 14  
Email : mhmdjbbr@gmail.com

122. M. Mustapha Machrafi  
Professeur  
Email : mafrafia@yahoo.fr

123. M. Hicham Hafid  
Enseignant/Chercheur  
Rabat, Maroc  
Tel : +212 537 77 84 25 Mobile : +212 678054761  
Fax: +212 537 77 12 72  
Email : hichamhafid@ymail.com

124. M. Hicham Hafid  
Enseignant-Chercheur  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél: +212 537 711272 – Fax: +212 537 778425  
Mobile : +212 678054761  
Email : hichamhafid@ymail.com

125. M. Housni Mohamed Abdou  
Doctorant  
Rabat  
Tél: +212 537 771272 /74/Mobile: +212 665857983  
Fax : +212 537 77 84 25  
Email: housnimam@gmail.com

## **Faculté des sciences d l'Education**

126. M. Mohamed Ftouhi  
Professeur-Chercheur  
Université Mohamed V - Souissi  
Rabat, Maroc  
Té : +212 537 77 43 87 /96 – Fax: +212 537681163  
Email: presidency@um5s.ac.ma

127. M. Said Dkhissi  
Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et So-  
ciales Souissi  
Rabat, Maroc  
Tél: +212 0537601708 -Mobile: +212 6682209 97  
Email : dkhissi\_said@yahoo.fr

128. M. Khalid Hamawi  
Enseignement supérieur  
Rabat, Maroc  
Tél: +212 661 22 62 64- Email: khalido@yahoo.fr

## **INSEA**

129. M. Abdelaziz Maalmi  
Directeur  
Institut national des Statistiques et de l'Economie  
Appliquée  
Rabat  
Tél : +212 66 44 16 36 07

Email : amaalmi@insea.ac.ma

130. M. Mohamed Chater  
Professeur  
Institut national de statistique et d'économie appliquée  
(INSEA)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Fax : 212 537 77 94 57- Email : mo.chater@gmail.com

## **Académie Hassan II**

131. M. Najib El Hatimi  
Conseiller auprès du Secrétaire Perpétuel  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 537 63 55 79 / Fax : +212 537 75 81 71  
Email : najib.hatimi@gmail.com

## **ISTIGOP**

132. M. Hssaïn Terjaoui  
Président-Fondateur  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél : +212 673 55 17 53-Email : terjaoui@hotmail.com

## **SYSTEME DES NATIONS UNIES/UNITED NATIONS SYSTEM**

## **ESCWA**

133. Mme Roula Majdalani  
Directrice, Division du développement durable et de la  
productivité  
Bierut, Lebanon  
Tel : 961 1 978502 - Fax : 961 1 981510/1/2  
E-mail : majdalani@un.org

## **PNUD/MAROC**

134. M. Bruno Pouezat  
Représentant résident du PNUD et Coordonateur  
Résident du Système des Nations Unies  
Rabat, Maroc  
Tel : +212 537 633090 - Fax : 212 537 63 60 51

135. M. Reverien Gahinyuza  
Programme Officer  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 654 87 59 39

136. M Anton Landaburu  
UNV Jeunesse et Emploi  
Rabat  
Tél : +212 537 63 30 90 Mobile : +212 641 25 63 70  
Email : anton.landaburu@undp.org

## **PNUD-MAURITANIE**

137. M. Souleman Boukar  
Economiste principal  
Nouakchott  
Email : souleman.boukar@undp.org

## **ONU FEMMES**

138. Mme. Leila Rhiwi  
Programme Management Specialist  
Officer in charge, UN Women  
Rabat, Maroc  
Tel: +212 537 635320-Fax: +212 (0) 537 635340  
Email: leila.rhiwi@unwomen.org

139. M. Lucia Bernardo Fernandez  
Chargée de projets jeunes  
Rabat, Maroc  
Tél: +212 659 54 31 89  
Email: lbernardofernandes@unicef.org

## **ONUDI**

140. M. Jean-Luc Bernard  
Représentant de l'ONUDI  
Rabat, Maroc  
Tél. +212 537 75 59 66 – Fax : +212 537 63 27 87  
Email : j.bernard@unido.org

## **UNDP/EGYPT**

141. Mr. Khalid Abu Ismail  
Poverty and macroeconomics Adviser  
Cairo, Egypt  
Tél: Mobile: +20 10 11 32 33 94  
Email: khalid.abu-ismail@undp.org

## **FAO/EGYPT**

142. M. Mohamed YusufAw-Dahir  
Food Security Officer  
Regional Food systems Economist (Trade and security)  
FAO Regional Office for the Near East  
Cairo, Egypt  
Tel: +202 100 17 12 14 /Fax : +20 2 349 5981  
Email: fao-rne@fao.org

## **CORPS DIPLOMATIQUE/DIPLOMATIC CORPS**

### **Ambassade de la République algérienne démocratique et populaire**

143. M. Bilal Ahmia  
Secrétaire, chargé des affaires économiques  
Ambassade de la République algérienne démocratique et populaire  
Rabat, Maroc  
Tél: +212 537 76 54 74 - +212 641 20 20 77  
Fax: +212 537 76 22 37  
Email: bilalon2000@yahoo.fr

### **Ambassade Arabe d'Egypte**

144. S.E. M. Abou Baker Hefny Mahmoud  
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République arabe d'Egypte  
Rabat, Maroc  
Tél: +212 537 73 18 33/34-Fax: +212 537 70 68 21

### **Ambassade de la République islamique de Mauritanie**

145. Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Maouya  
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la république islamique de Mauritanie  
Rabat, Maroc  
Tél: 212 537 65 66 78 / 79 - Fax: 212 537 65 66 80

### **Ambassade de la république de Tunisie**

146. Son Excellence Monsieur Rafaâ Ben Achour  
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Tunisienne  
Ambassade de la République de Tunisie  
Rabat, Maroc

### **Ambassade du Brésil**

147. Son Excellence M. Frederico S. Duque Strada Meyer  
Ambassadeur du Brésil  
Rabat, Maroc  
Tél : 0537 57 27 30  
Email: smarroc@me.com /marroc@me.com

### **Ambassade de la république Centrafricaine**

148. M. Jean-Paul Le Boudier  
Conseiller économique  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 537 658970 - Mobile : +212 675 148131  
Fax : 0537 659216 / 634536  
Email : leboudier\_jp@yahoo.fr

### **Ambassade de la République de la Côte d'Ivoire**

149. M. Mathieu Toure  
Conseiller Chargé des Questions Economiques  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 537 65 57 70 Mobile : +212 617 01 27 72  
Fax/ +212 0537 65 56 37  
Email : touremathieu@yahoo.fr

### **Ambassade du Danemark**

150. Mme Valérie Verfaille  
Chargée de mission  
Rabat  
Tél : +212 537 66 50 20 Mobile : +212 666 26 86 71B  
Email : valver@um.dk

## **MEDIA**

151. M. Nicolas Teisserenc  
Rédacteur en Chef  
IC Publications - African Business  
Tel : 33 1 44 30 81 00 - Fax: + 33 1 44 30 81 11  
Mobile : 33618096690  
E-mail: teisserenc@icpublications.com

152. M. Khalid ALI Masa  
Sudanese Journalists Network  
Member  
Sudan, Khartoum  
Tél : +249 912934712/ Mobile : +249 912934712  
00249-918108678  
Email : Khalidmasa8@hotmail.com

153. Mme Fatma Ben Abdallah-Karray  
Rédactrice en chef  
Journal ECHOUROUK  
Tunis, Tunisie  
Tél : 00216 71 33100/ Mobile : 00216 98908641  
Fax : 00216 71 340600  
Email : fatmakarray84@yahoo.fr

154. M. Abdallah Khadir  
Journal AFAQ SYASYA  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 671 37 44 38 -Fax: 0537872775  
Email : Khadir01@yahoo.org

155. Mohammed khayat  
MAJALLA. Revue des collectivités locales  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 619 46 72 52 / 600 30 18 30  
Email : collectivitespresse@yahoo.fr

156. M. Mohammed Ali Mrobi  
L'Economiste Maroc  
Rabat, Maroc  
Tel : +212 537 20 21 99 +212 668 61 09 88  
Email : momrobi@leconomiste.com

157. Mme. Fadwa El Ghazi  
MAP  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 537 26 02 16 / +212 677 99 36 32  
Email : fa\_dwa@yahoo.com

158. M. Rachid Zoudghiri  
AUFAT  
Rabat, Maroc  
Tel : +212 537 76 49 45 / +212 61 037 13 92  
Email : rachidaufait@gmail.com

159. M. Ahmad Laroussi  
Aujourd'hui le Maroc  
Rabat, Maroc  
Tel : +212 661 45 7679  
Email : ahmadlaroussi@gmail.com

160. M. Fouad Ben Jlika  
MAP  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 644 50 67 35  
Email : benjlika@hotmail.com

161. M. Hicham Ferchi  
MAP  
Tél : +212 663 46 05 32  
Email : hicham.map@gmail.com

162. M. Karim Douari  
LES ECHOS  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 660 13 45 16  
Email : kmdouari@gmail.com

163. Mme Boutheina Bennani  
L'Opinion  
Rabat, Maroc  
Tél : +212 6+61 44 47 17  
Email : oumjalalb@hotmail.com

164. Mme Faouzia Khatem  
Radio ATLANTIC  
Rabat, Maroc  
Tel : +212 666 44 05 34  
Email : f.khatem@gmail.com

165. Mme Fatiha El Akari  
SNRT Radio  
Rabat, Maroc  
Tél: +212 661 87 00 14 / Email:elakarifatih@yahoo.fr

166. M. Redwane Moussa  
AL BAYANE  
Rabat, Maroc  
Tél :+212 662 14 57 61

167. M. Mohsine Idrissi  
MENARA.MA  
Email : idrissimohsine@gmail.com

## PERSONNES RESSOURCES

168. Lamine Gueye  
Consultant  
Tél: +212 664716412

169. M. Mohamed Fouad Berguigui  
Youth Development Specialist  
VNU/PNUD  
Initiative africaine des jeunes pour le Changement climatique (AYICC)  
PNUD  
Rabat, Maroc  
Tél: +212 664696284-Email: fouad.fmjid@gmail.com/  
mmohamed.berguigui@undp.org

170. Mme. Hanan Hanzaz  
Directrice  
Centre Marocain de Production Propre (CMPP)  
Casablanca, Maroc.  
Tél : +212 522 99 70 53 - Direct : (+212) 5 22 99 70 52  
Fax : +212 522 98 15 31  
Email : hanan.hanzaz@cmpp.ma

171. Mme Monia Braham  
Directrice des études économiques environnementales  
et de la planification  
Ministère de l'environnement  
Tunis, Tunisie  
Tel: +216 71 238 790 /+216 20 82 91 37  
Email: deep@mineat.gov.tn /monia.yousfi@malix.univ-paris1.fr /monia.braham@planet.tn

172. M. Lahcen Achy  
Senior Economist  
Carnegie Middle East Center  
Carnegie Endowment for International Peace  
Email: lachy@carnegie-mec.org

173. M. Jordi Vaquer  
Directeur  
Fundación CIDOB  
Barcelona, España  
Tél : +34 933026495 – Fax : +34 933022118  
Mobile : +34 608395170  
Email : director@cidob.org

174. M. Michele Clara  
Programme Coordinator – Research and Policy Advise  
Group  
UNIDO, Vienne, Autriche  
Tél : +43 1 260263376 Mobile : +43 676 4543916  
Fax : +43 1 26 26 68 09  
Email: m.clara@unido.org

175. M. Dhafer Saidane  
Université Charles-de-Gaulle-Lille 3  
Lille (France)  
Email: dhafer.saidane@gmail.com

176. M. Camille Sari  
Dr. En finance internationale  
Institut Euro-Maghrébin d'études et de prospectives  
(IEMEP)  
Paris, France  
Tél : +33148519027 - Mobile : +33 60 72 26 647  
Email : saricamille@yahoo.fr

177. M. Nabil JEDLANE  
Professeur Assistant  
Université Abdelmalek Essaadi  
Ecole Nationale de Commerce et de Gestion de Tanger  
Laboratoire d'Économie d'Orléans (LEO, UMR 6221 du  
CNRS)  
Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion  
Orléans Cedex 2, France  
Tel : +212 539 313487/88 89 / +212 6 61 451339 /  
Fax : +212 539 31 34 93  
Email: nabil.jedlane@gmail.com /  
n.jedlane@encg.ucam.ac.ma/ njedlane@uae.ac.com

#### **SOCIETE PRIVEE**

178. M. Nouredine Belhaj  
Pwc Advisory  
Casablanca (Maroc)  
Tel: +212 522 999 821 6 / +212 5222 237 797  
Mobile: +212 673391 182/Fax: +212 537 66 52 13  
Email: noureddine.belhaj@ma.pwc.com

#### **BMCE Bank**

179. M. Ahmed Benryane  
BMCE Bank  
Casablanca, Maroc  
Tél: Mobile: +212 675 59 88 21  
Email: ahmedbenryane@gmail.com

#### **ADERE/GIZ**

180. M. Hartmieg Euler  
Consultant ADERE/GIZ  
Rabat, Maroc  
Tel : +21 652 87 66 10  
Email : hartlieb.enter@web.de

#### **Conseil Economique et Social**

181. M. Hassan Agouzoul  
Expert/ Economie verte et Développement durable  
Rabat, Maroc  
Tel : +212 661 95 92 95  
Email : h.agouzoul@ces.ma

#### **Conseil Ingénierie Développement**

182. M. Ahmed Chalabi  
Directeur du pôle Eau et environnement  
CID  
Rabat, Maroc  
Tel : +212 661 43 04 22 Fax: +212 537 71 08 89  
Email: achalabi@cid.ma

#### **COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE / UNITED NATIONS ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA ADDIS ABABA - ETHIOPIA**

##### **Economic Development and NEPAD Division (EDND)**

183. Mr. Adam Elhiraika  
Chief, Macroeconomic Analysis Section  
Economic Development and NEPAD Division  
UN Economic Commission for Africa  
P.O.B 3005 Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: +251-11-5445442 - Fax: +251-11-551 30 38  
Email: aelhiraika@uneca.org

184. Mrs. Rawda Omar Clinton  
Economic Affairs Office  
Office of Strategic Planning and Programme Manage-  
ment (OPM)  
NEPAD and Regional Integration Division (NRID)  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tél: + 251 111 544 3363 -Fax: +(251) 1 11 551 4461  
E-mail: romar-clinton@uneca.org /omar-clinton@un.org

185. Mr. Charles Akol  
Environmental Affairs Officer  
Food Security and sustainable Division (FSSDD)  
ECA  
Addis Abéba, Ethiopie  
Tél: +251 115443349 - Fax: +251 15 1 44 16  
Mobil : +251 911 36 030 8 - Email: cakol@uneca.org

##### **Office of Strategic Planning and Programme Manage- ment (OPM)**

186. Mr. Joseph Atta-Mensah  
United Nations Economic Commission for Africa  
Office of Strategic Planning and Programme Manage-  
ment (OPM)  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: 251-11-5445379 - Mobile: 251-9-11-201817  
Fax: 251-11-5514461  
Email: jattamensah@uneca.org/ atta-mensahj@un.org

187. Mr. Pacome Kossy  
Programme Management Officer  
United Nations Economic Commission for Africa  
(UNECA)  
Office of Strategic Planning and Programme Manage-  
ment (OPM)  
Tel: (251) 15445269 - Fax: (251)115514461  
Email: pkossy@uneca.org

188. Mr. Talla Kébé  
Conseiller régional, Knowledge management  
CEA, Addis Ababa, Ethiopia  
Email: tkebe@uneca.org

**CEA/ECA SECRETARIAT**

**Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord**

**Avenue Attine, Secteur 3-A5 B.P. 2062**

**Hay Ryad, Rabat (Maroc)**

**Tél. : (+212-537) 71 78 29 / 537 71 56 13 - Fax: (+212-537) 71 27 02**

**E-mail : [srdc-na@uneca.org](mailto:srdc-na@uneca.org) – Site web: [www.uneca-an.org](http://www.uneca-an.org)**

- 189. Mme Karima Bounemra Ben Soltane, Directrice
- 190. M. Nassim Oulamne, Economiste principal
- 191. M. Mohamed Timoulali, Conseiller régional
- 192. Mme Marieme Bekaye, Economiste
- 193. M. Abdoul Kane, Economiste
- 194. M. Gbaguidi Ochozias, Economiste
- 195. Mme Houda Mejri, Information Officer
- 196. M. Ali Khogali, Statisticien
- 197. M. Omar Ismael Abdourahman, Economiste
- 198. Mme Faouzia Draoui, Chargée de la communication
- 199. MS. Gaia Calligaris, Volontaire PNUD
- 200. Mme Mesmak Abebe, Chargée de l'administration et des finances
- 201. M. Mohamed Mosseddek, Assistant de recherche
- 202. Mme. Karima Bekkari, Assistante Administrative
- 203. Mme Aouatif El Aroud, Assistante financière
- 204. Mme Naima Sahraoui, Assistante
- 205. Mme Latifa Guerma, Assistante
- 206. Mme Amal El Korchi, Assistante
- 207. Mme Fatima Zohra Iraqi, Assistante
- 208. Mlle Myriem Mahi, Assistante
- 209. Mme Safia Morane, Assistante de projet
- 210. M. Rachid Ramdane, Chauffeur
- 211. M. Driss Cherrabi, Service reproduction
- 212. M. Abdelfettah Lotfi, Chauffeur



الأمم المتحدة

اللجنة الاقتصادية لأفريقيا

مكتب شمال أفريقيا

Nations Unies

Commission économique

pour l'Afrique

Bureau pour l'Afrique

du Nord

## رسالة شكر وامتنان مرفوعة إلى حضرة صاحب الجلالة الملك محمد السادس

نحن المشاركون في أشغال الدورة السابعة والعشرين للجنة الخبراء الحكومية الدولية لمكتب شمال أفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لأفريقيا، المنعقد في الرباط، في الفترة من 6 إلى 9 مارس/آذار 2012، وعلى إثر انتهاء أشغال هذا الاجتماع، نرفع إلى مقامكم العالي عبارات الشكر والامتنان على الحفاوة التي أحاطتنا بها المملكة المغربية بمناسبة هذا اللقاء.

وإشرفنا أن ننهي إلى علم جلالته أن هذا الاجتماع ناقش الأحوال الاقتصادية والاجتماعية التي سادت في المنطقة خلال سنة 2011 والتطورات التي شهدتها وكذلك الإجراءات والتدابير المتخذة لمواجهة أثر الأزمة العالمية على الأداء الاقتصادي. وقد تمحور الاجتماع حول موضوع: " تحرير طاقات أفريقيا لتصبح قطبا للنمو في العالم: دور شمال أفريقيا". كما تم التطرق لمواضيع أخرى ذات الأولوية تهدف إلى تعزيز التكامل الإقليمي في المنطقة وتسريع وتيرة النمو وتحقيق أهداف الإنمائية للألفية.

خلال هذه الدورة تم أيضا عقد اجتماع خبراء حول موضوع "ريو+20: التقدم والتحديات في شمال أفريقيا" في نطاق استعداد دول المنطقة لمؤتمر ريو+20 حول التنمية المستدامة المقبل.

وقد أصدر الاجتماع توصيات عملية هامة ترمي إلى رفع كل التحديات التي تواجه المنطقة بما فيها الانتقالات السياسية والمؤسسية الراهنة، ودعم نمو مدر للمزيد من فرص العمل، والحد من جميع أشكال التفاوتات، والتقليص من وقع الصدمات الخارجية، والتكيف مع تغير المناخ، وتعزيز التكامل الإقليمي.

ونحن إذ نعبر لجلالتكم عن شكرنا وامتناننا على العناية الفائقة التي أحاطتنا بها الحكومة المغربية والتي ما فتئت تشمل بها مكتب شمال أفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لأفريقيا، سائلين الله عز وجل أن يحفظكم ويرعاكم ويسدد خطاكم ويجعلكم ذخرا لبلدكم المضياف بمزيد من التقدم والازدهار تحت رعاية جلالته السامية.

والسلام عليكم ورحمة الله تعالى وبركاته.

الرباط في 9 آذار/مارس 2012

Avenue Attine

Secteur 3 - A5, Hay Ryad

Rabat, Royaume du Maroc

B.P. 2062 Rabat Ryad

Tél (212) 37 71 78 29 / 71 56 13

Fax (212) 37 71 27 02

srdc-na@uneca.org

www.uneca-an.org

www.uneca.org